

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

SOMMAIRE

La guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat.

- Les armes redoutables de la bourgeoisie.
- L'impasse du réformisme
- Victoire?
- La Révolution comme seul moyen de la victoire.

page 7
page 8
page 10
page 12
page 14

La Dictature du Prolétariat

- Si vis pacem, para bellum. « Si vous voulez la paix, préparez la guerre »
- Contre les anciens bourgeois et les nouveaux.
- La fin de la dictature et de l'Etat

page 16
page 17
page 19
page 23

LA GUERRE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PROLÉTARIAT.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est une lutte de longue haleine. Elle s'est manifestée d'une multitude de manières, au travers de méthodes différentes, avec des stratégies et des tactiques diverses et variées.

L'expression de la lutte des classe s'est faite selon des méthodes spontanées, comme le luddisme, par la grève sur le tas, par des colères et des émeutes. Elle s'est faite au travers des organisations syndicales. Elle s'est faite également sous une forme politique, au travers de partis, notamment des partis ouvriers et communistes. La lutte s'est faite pacifiquement ou dans la violence, dans la victoire ou dans la défaite, dans la solidarité ou dans la trahison. Elle a accouché d'une somme d'expériences immense, dont les théoriciens, les idéologues mais également les praticiens ont su — ou non — tirer profit.

L'utilisation de cette somme de matière a permis de déduire des lois sur le fonctionnement du système capitaliste, de la bourgeoisie, de l'Etat, des lois qui, en retour, ont permis de développer une théorie révolutionnaire adaptée. La décantation, le travail de critique et de tri n'a pas été effectué par des sages sur leur montagne. Ce sont des individus, des organisations, ancrées dans la réalité de la lutte des classes, ancrées dans les masses, ancrées dans un lien étroit entre théorie et pratique. Ceux et celles qui n'ont pas fait vivre ce lien se sont égarés, ont dévié. Ou dans une dérive aventuriste, dans une fuite en avant éperdue ; ou, à l'inverse dans la désespérance, dans le fait de se vautrer dans la collaboration de classe, dans la trahison, dans l'opportunisme. L'une et l'autre, généralement, finissent par se rejoindre dans un renoncement à la révolution et à la lutte.

Le réformisme est un courant particulièrement puissant au sein de la société. Il représente, en quelque sorte, la « norme » de base du rapport au pouvoir, du rapport à l'environnement politique. Spontanément, les masses et les individus sont réformistes, même sous la forme d'un réformisme radical. Etre confronté à l'exploitation pousse à s'en soustraire, à lutter. C'est là un phénomène logique et normal. Mais le fait de remettre en cause l'organisation de l'économie, le fait de remettre en cause l'Etat et son mode de fonctionnement, demande quelque chose qui ne peut se contenter du regard étroit d'un seul individu. Elle demande de se hisser au delà de l'horizon du simple vécu individuel, elle demande un apport théorique supérieur. Devenir l'architecte d'un nouveau système politico-économique, cela demande un travail plus poussé, encore au delà. Cela ne peut apparaître spontanément.

C'est ainsi que ceux et celles qui rejettent l'idéologisation, la propagande, l'organisation des masses, sous prétexte qu'elle corrompt leur pensée pure et naïve, ne sont au final que les agents du réformisme le plus plat et le plus éhonté. Le réformisme se traduit, dans un sens, par une subordination de la stratégie à la tactique. Elle considère que les « buts de la guerre », pour reprendre la formulation de Clausewitz, se conditionnent aux « moyens de la guerre », les tactiques. Le réformisme est avant tout un pragmatisme : avancer autant que possible, autant que faire ce peu, essayer d'amender les choses, essayer d'encercler la société capitaliste et l'emmener, démocratiquement, en respectant les formes et la légalité, vers une autre étape, socialiste.

Cette absence de compréhension du caractère antagonique des contradictions entre le prolétariat — exploité — et la bourgeoisie — vivant de cette exploitation — est un des paramètres qui explique cette ligne. En ne comprenant pas la nature de l'Etat : émanation directe du pouvoir de la classe dominante ; en ne comprenant pas le fait que la bourgeoisie soit active, agissante ; le réformisme fait le lit de la collaboration de classe,

du clientélisme, de l'opportunisme. Sans faire de procès d'intention, la faillite de la compréhension ne naît par forcément d'une révision cynique de la théorie. Elle découle potentiellement d'une erreur sincère. Mais cette erreur forme une plaie qui se surinfecte aisément de la lâcheté, de l'envie de carrière, du renoncement. A l'inverse, son miroir, le gauchisme, ne prend en compte que les « buts de la guerre » mais pose une négation sur les moyens, sur les tactiques. Cette négation des étapes produit l'effet suivant : l'idéologie est prisonnière d'un palais des glaces, se heurtant sans cesse à des écueils invisibles, incapable de comprendre les moyens de les franchir, incapable de pouvoir développer une tactique qui soit adaptée. Cette absence de pensée tactique accouche d'un opportunisme spontanéiste, prêt à voir dans les « expressions pures » du peuple, une étincelle de révolution, même lorsque les mots d'ordres sont au lynchage et aux pogroms. Elle accouche d'un aventurisme, d'une surestimation de la capacité à rallier les masses, à convaincre les tenants de positions arriérées. Elle confine donc au sectarisme.

Les deux sont reliés dialectiquement, sont les frères jumeaux l'un de l'autre et mènent l'un à l'autre. La route du gauchisme au droitisme est une route de la pureté au compromis, du compromis à la compromission, de la compromission à la trahison. Ces deux fautes idéologiques, ces deux déviations, sont dans l'incapacité de créer les conditions permettant à l'humanité de faire ce gigantesque bond en avant du capitalisme vers le socialisme. La première parce que son horizon est celui de la lutte parlementaire, du crétinisme, la seconde car elle se contente de la critique et de l'utopisme. Il existe bien des « sages de la montagne », qui, du haut de leur sommet, lorgnent sur la société avec leur longue vue, dessinent d'improbables arabesques sur des tableaux noirs, perfectionnent leur maquette de société future. Ces sages sont d'illustres compteurs d'histoires, sont capable de peindre de merveilleuses fresques. Ce qui leur manque, en revanche, c'est un chemin entre la société actuelle et la société merveilleuse, rêvée, parfaite et imperfectible.

Bien souvent, ces « sages » se muent en gardiens d'une idéologie ossifiée, sclérosée, fétichisée. Exposés comme autant de trésors, ces dogmes inapplicables, inappliqués donc, ne servent que pour pourfendre les impurs, les impies, ceux qui ne prient pas la sagesse de l'utopisme, sa pureté, ceux qui se salissent les mains à changer la société. Le marxisme, en opposition à l'utopisme, se base sur un constat qui n'est pas nouveau : ainsi, dès 1845, Marx, dans ses *Thèses sur Feuerbach*, écrivait :

« les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde : il s'agit maintenant de le transformer. »

Fondamentalement, les clichés instantanés de la société, aussi précis soient-ils, ne servent à rien. De même les maquettes d'une société future ne servent, dans le fond, à rien non plus. Tant que rien ne permet de transformer l'un en l'autre, tant que rien n'illustre les processus dialectique qui opèrent au sein de la vieille société, qui permettent de l'emmener vers la nouvelle, ces travaux demeurent une perte de temps. Là réside l'idée majeure du marxisme. Apporter la jonction entre les deux, la jonction entre le monde actuel et le monde meilleur : la société communiste ; sans classe ; sans Etat ; sans exploitation. Le marxisme n'est pas un utopisme qui définit les règles d'une société parfaite, inventée. Il est un outil de combat pour transformer le monde. Autour de ce constat s'est accumulé une synthèse d'expériences, perpétuellement enrichies par de nouveaux apports, par l'étude, par l'analyse des rapports sociaux, des rapports économiques, par le décryptage du vivant. Seulement l'application ne s'est pas faite dans un laboratoire, dans un environnement confiné, dans le virtuel. Elle s'est faite dans la lutte frontale, syndicale, politique, révolutionnaire,

contre la bourgeoisie, contre les fascistes. Elle s'est faite dans la paix et dans la guerre, dans la lutte légale et illégale.

Les victoires de l'idéologie marxiste ont amené au pouvoir des partis communistes, lesquels se sont retrouvés avec la responsabilité écrasante de devoir construire le socialisme, étape de transition vers le communisme. Or cette tâche ne s'est pas faite sous la forme d'un examen, d'une évaluation, où les réponses sont connues, où un corrigé parfait existe. Elle s'est faite en se heurtant à des problèmes concrets et réels, à des périls mortels. Elle s'est faite à travers une expérimentation constante. Ces expériences ont, de fait, échoué. Il n'existe plus ni URSS, ni République Populaire de Chine — excepté formellement — ni d'autres pays socialistes. Cet échec révèle que des erreurs ont été commises, que des insuffisances sont apparues. Les marxistes authentiques cherchent à comprendre ces erreurs, à les analyser, à en tirer des corrections pour qu'elles ne se reproduisent pas. Elles ont créé une somme titanessque de ressources et de documents à analyser. Les rejeter en bloc reviendrait à se priver intégralement de cette manne de connaissances.

Pourtant, la moindre imperfection suffit, pour les gardiens du dogme et de la pureté, pour rejeter l'ensemble. Ironie des ironies, ces mêmes gardiens, attendant la pureté parfaite pour que vienne l'avènement de la société sans faille, végètent. Confrontés, bien malgré eux, au réel, ils s'excommunient, s'injurient, s'accusent. Incapable de faire face à la réalité, d'être maîtres de leur situation, ces purs se vautrent dans la compromission, dans la concession, dans l'opportunisme. D'aventuristes de la pureté, ils finissent leur trajectoire dans les bras de la social-démocratie, dans le réformisme, dans l'anticommunisme viscéral, voire dans le fascisme. Lorsque mis en face de leurs contradictions, ces aventuriers agissent bien souvent comme des bêtes prises au piège. Mordent, attaquent, mais ne parviennent pas à apporter une réponse satisfaisante, autre que superficielle, aux problèmes qui se posent actuellement, aux questions de la société actuelle, à comment bouleverser l'ordre capitaliste, le battre, et de ses ruines faire émerger la société socialiste, la société communiste.

Or, le choix, le marxisme-léninisme dans son ensemble, indépendamment des débats qui ont cours en son sein, pose la question des étapes. Nullement dans le but cynique d'instaurer une dictature, une bureaucratie, un Etat inutile. Ces étapes ne sont pas le fruit d'une soif de guerre, de sang, d'une volonté de nuire à autrui, de causer de la souffrance et du tort. Elles sont des passages obligés car, dans la lutte des classes, le terme de lutte n'est pas usurpé. Elle peut, certes, se dérouler pacifiquement, sans violence directe, sans conflagration, mais également prendre une tournure brutale et sans pitié. Le maintien de l'exploitation par le capitaliste prime sur la légalité. Si les travailleurs menacent les intérêts du patronat, gare à eux ! Que dire, alors, de la situation révolutionnaire, laquelle vise à nier le pouvoir de la bourgeoisie, à le détruire. L'irruption du fascisme forma, par exemple, l'une des réponses de la bourgeoisie aux menaces qui pesaient sur elle. Le fondement du fascisme n'était nullement une perversion morale, mais était, au contraire, ancré profondément dans la lutte des classes.

Le fondement des dictatures réactionnaires, des croisades anti-bolcheviques, suivait une logique similaire : écraser la menace. Non pas parce que la bourgeoisie serait intrinsèquement mesquine, sadique, incapable d'empathie. Simplement parce que celle-ci possède des intérêts, qu'elle en a une conscience particulièrement aigüe et qu'elle se dote des moyens et des politiques adaptées à l'ambition de les accroître et de les défendre.

« Nous disons, au contraire, que, s'ils pensent comme un prolétaire ou comme un bourgeois, c'est qu'ils sont l'un ou l'autre. Un prolétaire a une conscience de classe prolé-

tarienne parce qu'il est prolétaire. Ce que nous devons bien remarquer, c'est que la théorie idéaliste comporte une conséquence pratique. Si l'on est bourgeois, dit-on, c'est que l'on pense comme un bourgeois ; donc, pour ne plus l'être, il suffit de changer la façon de penser en cause et, pour faire cesser l'exploitation bourgeoise, il suffit de faire un travail de conviction auprès des patrons. C'est là une théorie défendue par les socialistes chrétiens ; ce fut celle aussi des fondateurs du socialisme utopique. Mais c'est aussi la théorie des fascistes qui luttent contre le capitalisme non pour le supprimer, mais pour le rendre plus « raisonnable » ! Quand le patronat comprendra qu'il exploite les ouvriers, disent-ils, il ne le fera plus. Voilà une théorie complètement idéaliste dont on voit les dangers. » (G. Politzer, 1941)

La lutte des classes n'est pas à sens unique, elle n'est pas que de la part du prolétariat montant « à l'assaut du ciel. » Elle est à double sens. La bourgeoisie, également, mène une lutte contre le prolétariat, contre son unification, contre son organisation, contre son idéologie, contre la révolution. Avant celle-ci, pendant celle-ci, après celle-ci, la bourgeoisie lutte jusqu'à la mort, jusqu'à sa disparition, contre le pouvoir du peuple et pour la restauration de son ordre. Cette raison est le socle de la nécessité de la dictature du prolétariat. Non par goût, mais par besoin.

LES ARMES REDOUTABLES DE LA BOURGEOISIE.

La lutte des classes est une donnée parfaitement intégrée par la bourgeoisie. Publiquement, ses sbires la nient, mais en interne, dans l'entre-soi de sa classe, elle ne peut que la reconnaître. Elle s'est également lancée dans l'étude de l'expérience socialiste, pour la combattre et la juguler. Ainsi, la bourgeoisie s'est dotée d'un plan de bataille. Elle a mis en œuvre diverses politiques pour parer l'éventualité d'une menace renouvelée. Elles ont pu se traduire par la cooptation des opposants, leur intégration dans l'*establishment*, leur corruption. Mao Zedong, ainsi, appelait ces politiques les « balles sucrées de la bourgeoisie. » Elles sont douces, mais tuent. Tuent les mouvements de lutte, tuent les mouvements révolutionnaires. Mais la corruption ne suffit pas, alors la bourgeoisie met d'autres moyens en branle. L'anticommunisme institutionnel en fait partie. Programmes scolaires, ouvrages « historiques », films de propagande camouflés, articles de presse... Tous les moyens sont mis en œuvre pour détourner les masses et la jeunesse des conceptions communistes. Les communistes et les progressistes sincères ont lutté avec ardeur pour que la vérité historique soit défendue le mieux possible. Cependant, l'affaiblissement de ce camp de la vérité a ouvert des brèches, dans lesquelles la bourgeoisie a pu s'engouffrer. Ce n'est nullement un hasard si, en 2006, profitant de cet état de faiblesse, Göran Lindblad, membre suédois du groupe chrétien-démocrate du parlement européen, proposa la résolution 1481 dont les articles sont illustratifs :

- Article 2 : *« Les régimes communistes totalitaires (...) ont été marqués sans exception par des violations massives des droits de l'homme. Ces violations (...) incluaient les assassinats et les exécutions (...), les décès dans les camps de concentration, la mort par la fin, les déportations, la torture, le travail forcé et d'autres formes de terreur physique collective. »*
- Article 3 : *« Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat. »*

- Article 4 : « *L'Assemblée reconnaît que malgré les crimes des régimes communistes totalitaires, certains partis communistes européens ont travaillé à la réalisation de la démocratie.* »
- Article 6 : « *Les partis communistes sont légaux et encore actifs dans certains pays alors qu'ils n'ont parfois même pas pris leurs distances par rapport aux crimes commis dans le passé par les régimes communistes totalitaires.* »

Dans le septième article, la phrase suivante figure :

« *Le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation donnée aux jeunes générations. Une position claire de la communauté internationale sur ce passé pourrait leur servir de référence pour leur action future.* » (Union Européenne, 2006)

Ce principe revient, en catimini, à flatter les partis réformistes et à jeter l'opprobre sur les partis communistes révolutionnaires. Tant que les pseudo-partis communistes demeurent dans le cadre du respect de la légalité bourgeoise, tant qu'ils condamnent le communisme, ils ont, pour la bourgeoisie, leur place dans le jeu « démocratique. » A l'inverse, la bourgeoisie à l'intelligence de favoriser la « critique de gauche » du communisme. Ce communisme « pur », de « papier », qui n'aurait jamais été essayé. Par le passé, la ligne des bourgeois fut celle d'une critique « de droite. » Staline était, jusque dans les années 30, présenté comme l'héritier de Lénine, comme un communiste intégral, comme son fer de lance. Ce n'était pas Staline lui-même qui était visé par la bourgeoisie, mais le communisme. Les discours étaient donc axés autour d'argumentaires tels que « le communisme cause la misère, il cause la souffrance...Etc. »

Le problème de cette ligne était qu'elle n'ouvrait qu'un unique front d'attaque. Celle-ci ne permettait pas de détacher les ouvriers, la jeunesse, de leur sympathie pour l'URSS et pour son équipe de direction. L'opposition « de gauche » au sein de l'URSS, lorsqu'elle fut chassée, s'est très bien acquinée avec la bourgeoisie la plus réactionnaire. L'une et l'autre partageaient la même haine contre l'Union Soviétique, contre le léninisme. L'une et l'autre ont fait longuement cause commune, y compris à travers les alliances les plus répugnantes. Surtout, elle offrait un nouvel angle d'attaque : désormais, le communisme n'était — à part dans la presse la plus réactionnaire — plus vraiment l'ennemi, il était devenu une cause louable, mais trahie. Le trotskisme est devenu, rejoint en cela par l'anarchisme, une division de l'offensive contre le communisme, attaquant par la gauche tandis que les réactionnaires attaquaient par la droite.

Lénine et Trotski, d'opposés, sont devenus les meilleurs amis du monde dans les romans de la bourgeoisie. Les léninistes furent rebaptisés « staliniens. » Par ailleurs, les révisionnistes firent de même avec le maoïsme. Ces thèses se répandent toujours, s'aggravement même, les réformes des programmes scolaires présentant maintenant sur le même pied communisme et nazisme. L'extrême-gauche, les révisionnistes, la bourgeoisie et les fascistes applaudissent. Cette propagande donne naissance à d'intéressantes contorsions mentales. Nombre de militants et militantes des milieux alternatifs concèdent que la bourgeoisie use et abuse de propagande. Qu'elle déforme, mente et viole sa propre légalité, cela est une vérité bien acceptée. En revanche, il est hautement intéressant de voir que les mensonges sur l'URSS — mais également les rancœurs sur la Corée du Nord, Cuba, ou d'autres que, pourtant, nous ne soutenons pas de manière positive — sont acceptés sans broncher. Dire « Makhno était un pogromiste » entraîne des hurlements sans fin ; clamer que Staline l'était n'entraîne que des hochements de contentement et d'acceptation. Cette

propagande entraîne un réflexe de rejet pavlovien, que la faiblesse intellectuelle et la difficulté de trouver des documents fiables viennent parfaire. Les citations fausses, sans la moindre source d'origine, sont légion ; tandis que les textes, les sources directes ne sont pas disponibles. Quant elles le sont, elles ne sont pas lues. Quant elles sont lues, leurs apports tombent, hélas, régulièrement entre les mains de fétichistes de l'idéologie, d'idolâtres, et non de militants qui l'utilisent comme apport.

Combien de membres du PCF déclarent ainsi soutenir Staline, défendre son héritage idéologique, tout en n'étant pas capable d'appliquer le léninisme dans leur grille d'analyse, tout en défendant avec force et vigueur le parti qui fut à la tête de l'assaut révisionniste ? Bien souvent, les exégètes forment la seule base idéologique sur laquelle les militants et militantes basent leur compréhension. Lénine n'est pas lu, ou peu, Staline, encore moins. Sont lus, par contre, les auteurs qui commentent, critiquent ces textes. La bataille idéologique se double d'une bataille historiographique. Un travail de titan reste à faire, consistant à réunir les sources, réunir les éléments fiables, tout ce qui peut permettre de faire éclater la vérité. Bien souvent, les militants et militantes communistes en sont réduits à instruire à charge et décharge les procès politiques qui leur sont faits. D'une certaine manière, c'est cette défense de l'héritage, cette confrontation aux assauts de la critique, qui durcit les militants communistes et les poussent à se tourner vers un approfondissement de leurs connaissances et de leur maîtrise idéologique.

Malheureusement, leurs détracteurs n'ont pas toujours ce rapport à l'histoire et à la recherche. Croire à tel ou tel fait se réduit à un acte de foi, un acte aveugle d'adhésion. Or, c'est bien là une faiblesse terrifiante. Les textes idéologiques permettent de juger, idéologiquement, de la position défendue par tel ou tel acteur, par tel ou tel auteur. Elle permet d'en éprouver le contenu, la cohérence. Certains trotskistes prétendent que les textes de Lénine ont été falsifiés par les « staliniens ». Quand bien même, quelle importance ? Qu'importe, si les arguments qui sont développés dans ceux-ci sont justes, paraissent judicieux, quel intérêt, même, d'en faire une recherche en paternité ? La vérité d'un argument de dépend pas de sa parenté, mais bien de sa capacité à être cohérent et juste.

De même, si certains critiquent les actions de Mao Zedong, d'Enver Hoxha, cela ne signifie pas que ces auteurs n'ont pas apporté des enrichissements qui peuvent, aujourd'hui former un socle idéologique, permettre d'avancer. C'est avec ces armes que les communistes combattent la propagande de la bourgeoisie et de ses alliés objectifs. Seulement la bourgeoisie en dispose d'autres. Lorsque ne suffit pas la propagande pour étouffer la révolte, étouffer la voix des communistes, elle use d'autres moyens de pression. Elle use de la menace, légale ou illégale, par le biais de ses organisations de défense.

D'une part, par ses relais institutionnels, qui entravent l'action des organisations communistes, qui entravent ses possibilités de développement de ses activités, y compris lorsque celles-ci sont légales. Par l'action de la police, qui réprime, qui opprime, qui surveille, qui fiche. Par l'action d'une justice, dont les procureurs sont aux ordres directs des gardes de sceaux, dont ils exécutent fidèlement les directives, dans le domaine de la répression et de l'écrasement. Par la menace illégale, par les milices, ses mercenaires, ses fascistes — parfaits auxiliaires de répression — qui traquent, menacent et tuent. Par l'armée, enfin, qui, en dernier ressort, est l'outil suprême de l'écrasement de la révolte du peuple. Ce que la douceur, ce que les balles enrobées de sucre ne peuvent obtenir, la peur et la douleur le feront.

Si jamais cela ne suffit pas, le feu et le choc prendront le relais. Nulle loi, même celles promulguées par la bourgeoisie elle-même, même les largesses des droits de l'Homme, ne

protègent. A la base, dans la vie de tous les jours, cette classe sociale ne s'entrave pas de limites légales pour ses affaires, pour ses plaisirs. Elle ne s'en entrave certainement pas pour sa survie. Les libertés fondamentales — expression ; opinion ; circulation... — portent mal leur nom. Liberté signifierait un caractère inaliénable, fondamentales signifierait que sans elle, le fondement de la société disparaît. En vérité, elles sont des droits formels. Formellement, la bourgeoisie donne le droit à l'expression. Il peut être retiré. Formellement, elle accorde des droits démocratiques, mais ils peuvent très bien, sans préavis, être amoindris, supprimés, bafoués. Un exemple illustratif est celui de la constitution européenne proposée au vote, par un referendum, en 2005. Contre toute attente, elle fut refusée, à la grande ire de la bourgeoisie de l'Etat français. Malgré le fait que, en droit, un referendum soit la forme d'expression suprême, cela n'a pas empêché qu'elle soit ratifiée. Un revers aurait été terriblement embarrassant et aurait nuit aux projets de l'impérialisme français.

Menacée, la bourgeoisie ne reste nullement cloîtrée à des formes démocratiques d'opposition. Elle est prête à tout, quitte à invoquer des monstruosité. Le nazisme, le fascisme, n'ont jamais gagné le pouvoir par les urnes seules. Mussolini fut coopté par Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, pour former le nouveau gouvernement et écraser les grèves d'Italie du Nord. Hitler fut promu chancelier par Paul von Hindenburg, avec le soutien de Krupp, Thyssen, Blohm & Voss ou Porsche. L'un et l'autre de ces créatures sont des purs produits, des pures émanations des intérêts de la bourgeoisie la plus réactionnaire. Ils sont des âme damnées invoquées pour assouvir leurs objectifs, que ceux-ci soient en termes de guerre d'agression comme de guerre contre-révolutionnaire. Ce ne sont, hélas, nullement des élucubrations d'esprits sinistres, de tristes sires, qui poussent à décrire cette situation. Ces constats sont le fruit d'un regard sur l'Histoire, au cours de laquelle chacun de ces moyens de défense a été — est toujours — utilisé. La cooptation, la propagande, la répression, le fascisme sont des politiques réelles, réellement utilisées par la bourgeoisie pour se défendre. Elles sont les obstacles face auquel tous les révolutionnaires doivent se préparer à faire face.

L'IMPASSE DU RÉFORMISME.

Campagne contre plus fort que soi.

Est-il possible de blâmer les réformistes ou les utopistes ? Oui et non. Oui, le sens où l'histoire a illustré à maintes reprises que la révolution ne pouvait être qu'un acte de « violence, par lequel une classe en remplace une autre. » Oui, dans le sens où le rejet de « l'autoritarisme » fait le lit de l'inaction. Oui dans le sens où la collaboration de classe n'amène qu'au compromis. Le compromis à la compromission. La compromission à la trahison. Non, dans le sens où l'idéologie communiste est tellement affaiblie, a été tellement diminuée et mutilée qu'elle a pratiquement perdu l'intégralité de son influence sur la population. Adhérer à l'idée révolutionnaire se fait comme une question de principe, plus comme le fait de comprendre celle-ci comme une nécessité vitale. Les communistes, aujourd'hui, de nouveau, doivent faire la démonstration de la nécessité de cette révolution.

Or, qu'arriverait-il si les réformistes étaient en mesure d'être à l'orée du pouvoir ? Admettons, dans cette brochure, un cadre imaginaire, dans un pays qui peut évoquer l'Etat français. Au sein de ce pays, un grand mouvement naît, soutenu par une fraction importante des masses populaires. Ce mouvement n'a pas même besoin de menacer directement les intérêts de la bourgeoisie. Il peut même, sur certains plans, accompagner les projets des impérialistes français, à l'image de la France Insoumise. Or, il lui suffit de les écorner un tantinet, de leur

déplaire, de vouloir les contraindre et les contrarier.

En l'occurrence, le cas de figure s'est observé, dans la campagne de pour les présidentielles, dans l'hostilité grandissante de la part d'une partie de la bourgeoisie à la candidature du social-chauvin Mélenchon. Celui-ci, pourtant, n'est pas une menace stratégique majeure. Il n'a rien en commun avec l'irruption d'une cohorte de bolcheviks. Fondamentalement, il est un pur produit des organisations nationales-trotskistes — les lambertistes. Il a longtemps été un membre de l'appareil du Parti Socialiste, sous l'étiquette duquel il fut ministre de l'enseignement professionnel. Aujourd'hui son programme prône une réorganisation de l'impérialisme français, un nouveau jeu d'alliance, mais pas une rupture. En revanche, ce qui gêne la bourgeoisie est le fait qu'il demande des miettes plus importantes pour l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie, lesquelles forment la base sociale de son électorat. Malgré cela, les uns des journaux de la bourgeoisie se firent agressives : le Figaro, ainsi, titrait que Jean-Luc Mélenchon ruinerait la France, qu'il la mènerait au bord de la rupture, de l'explosion. Déjà, la machine de propagande se raidit, se dresse, durcit le ton et la voix. Les débats publics entre candidats ont été globalement dominés par les candidats présents sur les ailes. Les cas de Nathalie Arthaud et de Philippe Poutou ont été ainsi illustratifs. Malgré leur score faible, ces deux candidats ont été dérangeants. Ils ont été dérangeants car ils mettaient en péril l'ordre normal des choses. Pourtant, à aucun moment ils ne brisèrent la scène du théâtre électoral, en en dénonçant sa vraie nature. Malgré cela, leur discours formait, déjà, un *casus belli* pour la bourgeoisie. Elle a donc mobilisé son appareil médiatique pour les combattre. Accusations et insinuation ont plu contre eux.

Pourtant, imaginons, dans notre exemple fictif, un candidat crédible, sérieux, sur un programme qui soit offensif et résolument anticapitaliste et anti-impérialiste. Que pourrait-il faire au sein de cette scène ? Il se heurterait à un grand nombre d'obstacles, dont certains forment de véritables fortifications anti-vote populaires. La bourgeoisie à beau se targuer d'être démocratique, il n'en est rien. Elle dresse à chaque pas des obstacles immenses pour empêcher les masses de participer à la vie politique, pour la réserver à des bourgeois et des bourgeois, à des professionnels. La politique dans la démocratie représentative bourgeoise, est une affaire de spécialiste, non l'affaire des masses. D'une part, pour lancer une campagne, il est nécessaire de disposer d'un sésame absolu : les 500 signatures. Ces 500 signatures, à quémander auprès d'élus, sont une barrière qui permet de faire un premier tri. D'une part cela signifie qu'un parti sans élus, sans soutiens de l'institution, ne peut se présenter. Même une organisation massive et influente peut être bloquée par ce barrage. Disposer d'une base électorale forte, mais sans élus pour appuyer les candidatures signifie être éjecté du système électoral. Les candidatures appuyées sur une base locales sont également rejetées. Un candidat comme Oscar Temaru, sur lequel l'Unité Communiste de Lyon s'est exprimé, ne peut, malgré la base dont il dispose en Polynésie, malgré le soutien des indépendantistes Corses, Basques, Bretons, se présenter. Car les 500 signatures se doublent de l'impératif d'être réparties sur l'ensemble du territoire de l'Etat Français. En somme elle réservent le pouvoir et son exercice aux organisations ayant une assise partout dans l'Etat français.

La question de l'argent se pose : une campagne coûte cher. Une campagne demande souvent des finances importantes. Même si certains coûts peuvent être compensés par une mobilisation importante, ceux-ci existent. Quels mécènes offriraient à leur ennemi les moyens financiers de parler contre eux ? Quelles banques accepteraient de financer ceux qui veulent les supprimer ? De nouveau, l'obstacle technique se double d'une composante politique : La bourgeoisie n'est pas stupide. Elle ne prête pas pour respecter la démocratie,

mais comme un investissement ; et bien fou serait celui qui investirait dans quelqu'un voué à éliminer le pouvoir bourgeois. Un parti fasciste comme le FN, lui-même, a connu des difficultés à trouver des finances. Le FN s'est ainsi tourné vers les créanciers russes, lesquels se sont fait une joie de fournir à l'extrême-droite française l'argent qui lui manquait. Non par sympathie, mais bien dans l'idée que ce groupe politique deviendrait son agent docile et dévoué, le représentant de ses intérêts en Europe occidentale. L'argent est le nerf de la guerre.

D'autant que la bourgeoisie est mobilisée, sur le pied de guerre. Le prolétariat, quant à lui, n'est pas en ordre de bataille, subit l'influence de l'idéologie bourgeoise...etc. De plus, tous les prolétaires n'ont pas le droit de vote. L'une des bases sociales du prolétariat de l'Etat français est formée d'individus n'ayant pas la citoyenneté requise pour s'exprimer politiquement. Ils et elles sont privés du droit de vote, alors qu'ils et elles travaillent, vivent, paient des taxes et des impôts — plus que la bourgeoisie — au sein de l'Etat français. Mais le droit de vote *Niet !* Les expatriés, eux, elles, souvent droitiers, en disposent. Cela accroît tout autant le déséquilibre des forces. D'une manière générale, la bourgeoisie emploie tous les mécanismes possibles pour creuser l'écart.

Supposons ces obstacles franchis, comment croire que la bourgeoisie laisserait s'exprimer aisément les candidats du peuple ? Comment croire qu'elle ne lui mettrait pas des bâtons dans les roues ? Comment croire que cette organisation pourrait tenir des meetings, pourrait avoir pignon sur rue ? La pluralité de points de vue, dans la presse des états de démocratie bourgeoise, est une chose très relative. Si un certain panel de vue peut exister, dans les faits, celui-ci est étroitement borné par les limites de la légalité bourgeoise. De plus, la presse indépendante est un mythe. La très grande majorité des journaux dispose d'un maître qui impose sa ligne éditoriale. Humainement, de nombreux journalistes sont du côté du progrès et de la justice. Ici, leurs qualités personnelles ne sont pas mises en question. Cependant, leur travail n'est pas libre, il est dirigé par une ligne éditoriale, laquelle est résolument hostile à la révolution et au socialisme. Les magazines d'histoire, les journaux, y compris irrévérencieux, font le coup de feu avec la réaction et la bourgeoisie. Dans chaque mensuel, dans chaque édition de revues d'histoire, l'anticommunisme trouve sa place. En temps normal, un « bruit de fond » anticommuniste demeure. En temps d'élection, en temps de menace — ce « bruit de fond » se muera en déchainement de harpies. Elle se heurterait à l'hostilité de la bourgeoisie. Celle-ci le taxerait d'illuminé, de fou, d'apprenti-sorcier, se moquerait de lui. Si le moquerie ne suffisait pas, elle passerait aux menaces, aux pressions, aux coups bas. Si les coups bas ne suffisaient pas, la violence deviendrait un recours possible.

Les « accidents » arrivent également. Voilà quel serait le destin d'un candidat marxiste-léniniste par exemple. L'intégralité du « système » se liguierait contre lui, contre sa voix, contre sa candidature. Or que peut la voix du peuple, sans les moyens de la presse bourgeoise, sans les moyens de ses médias, sans les moyens de ses relais, sans les finances considérables que peut aligner le grand capital pour sa défense ? Peu de choses. D'autant que la bourgeoisie, elle, dispose de moyens de propagande hors de proportion. Ainsi, lors des élections Italiennes de 1946 et de 1948, les USA ont dépensé une fortune pour convaincre la diaspora italienne d'influencer le vote au pays. Les slogans anticommunistes se sont affichés sur tous les murs, sur tous les panneaux publicitaires, en somme partout où il était possible d'influencer le jeu pour stopper la progression du front populaire organisé par le PCI. Un appel à la terreur systématique s'est imposé, dans le but d'effrayer la population, de la dissocier des candidats qui défendaient pourtant ses intérêts. En fin de compte, le front subit une cuisante défaite électorale, ne ra-

menant que 20 puis 30% des voix. Dans ces conditions, croire qu'il est possible de rallier à la cause du communisme — ou de l'anarchisme — une majorité, est illusoire. La bourgeoisie n'est pas neutre, n'est pas passive, elle est résolument hostile à une expression démocratique du peuple qui ne corresponde pas à ses désirs. Pourtant, le socialisme est à portée de main. La socialisation du travail, l'industrialisation poussée massive, la possibilité d'automatisation poussée des métiers pénibles, tout pousse vers le socialisme. Tout, sauf les mentalités, maintenues en arrière par le poids de l'idéologie bourgeoise. Le monde tarde à accoucher du socialisme.

Les anarchistes pensent que le travail des révolutionnaires est d'accoucher les esprits, de faire naître l'étincelle révolutionnaire dans les esprits de l'ensemble du prolétariat, ce qui, magiquement, donnera naissance au communisme. Plaçant cela comme préalable à toute offensive, ils se murent dans une attente tragique et stérile. La vérité est que la dialectique matérialiste joue contre les révolutionnaires. L'inertie des mentalités par rapport à la situation réelle fait qu'il est plus aisé de jouer une carte conservatrice que révolutionnaire. La force de l'habitude, le poids des idées réactionnaires, du réformisme, est fort, écrasant. Attendre que la majorité soit convaincue des idées révolutionnaires revient à attendre le retour du messie.

En 1920, l'Internationale Communiste, alors naissante, mentionnait : *« Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis par le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affermi, une fois pour toutes, sa domination et prévenu toute tentative de restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans l'époque de transition, le Parti Communiste peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence idéologique et politique incontestable sur toutes les couches prolétariennes et à demi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les réunir organisées, dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'action aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'Eglise, l'administration, etc., ce n'est que lorsque la défaite définitive du régime bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou du moins la plupart, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste. »* (Internationale Communiste, 1920)

Notre Etat est un état impérialiste. Cela lui permet, moyennant une pression plus importantes sur ses colonies et néocolonies, de disposer d'une certaine marge de manœuvre. La bourgeoisie impérialiste peut accorder quelques concessions, dans le but de corrompre une grande partie de la nébuleuse des classes moyennes. Accorder des miettes plus importantes à ces classe vacillantes permet de les rallier. Dans une certaine mesure, les lois sociales, faites vers les classes populaires, sont également issues de la même idée : concéder temporairement pour anesthésier. Cela marche. Ces concessions ont été accordées du temps de l'URSS, du temps du Parti Communiste influent, dans le but d'entraîner une déescalade dans la lutte des classes. Ces concessions n'ayant plus de raison d'être, elles sont retirées. Si besoin est, elle peut revenir en arrière, donner de nouvelles miettes aux classes populaires de l'Etat français. Cela ne constitue pas la solution idéale pour elle, mais forme néanmoins un fusible.

Le programme de Mélenchon aux présidentielles était par ailleurs d'exiger ces miettes de l'impérialisme, en échange d'un soutien aux politique d'agression et d'expansion. Ce n'est pas le programme des communistes, lesquelles ne veulent pas une modification de la redistribution d'une partie de la plus-value extorquée par les capitalistes, mais veulent abolir l'exploitation

et détruire l'impérialisme. Toujours est-il que ces concessions serviront à détourner les voix des hypothétiques candidats léninistes, pour les ramener vers les magiciens de la redistribution : les sociaux démocrates et les sociaux chauvins. Si la bourgeoisie était sur le point de perdre les élections, dans notre hypothèse, elle les annulerait purement et simplement. Des situations de ce type ont eu lieu dans le passé, mais demeurent spécifiques à des cas précis. Elles ont eu lieu dans des situations où une bourgeoisie nationale s'opposait à une bourgeoisie compradore, cliente d'un impérialisme ou d'un colonisateur. Deux exemples : le Viêt-Nam, où les élections du sud furent remises aux calendes grecques ; la Corée, où les USA ont provoqué des élections séparées entre Nord et Sud pour acter la division, et permette aux partis issus de la colonisation de se présenter et d'avoir la majorité. Dans les deux cas, l'expression populaire s'est retrouvée bafouée de a à z.

Pour se prémunir contre l'irruption de forces populaires, revendicatives, au niveau des assemblées bourgeoises, pour les museler, la bourgeoisie garde la haute main sur le découpage électoral, sur la forme que prennent les circonscriptions, pour permettre de se garantir une majorité stable, un pouvoir stable.

Même le système bicaméral, avec son Sénat, avec son conseil constitutionnel, avec ses verrous et des chausse-trappes, est conçu comme un château-fort pour éviter tout basculement des institutions. Les institutions sont conçues avec leurs fusibles, leurs sécurités, leurs redondances. L'Etat est une excroissance de la bourgeoisie et de ses intérêts. Il n'est pas une institution neutre, quelque chose de flottant, volant au dessus de la société. L'Etat est architecturé pour correspondre à une mission : permettre l'exploitation la plus pacifique et la plus efficace possible des prolétaires et des semi-prolétaires par la bourgeoisie. L'Etat est là pour encadrer la société, pour réprimer les tentatives de renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. Il est là également pour défendre et étendre les intérêts de la bourgeoisie, trompeusement nommés « intérêts nationaux », contre les menées des concurrents internationaux. Si on regarde l'Etat sous ce prisme là, sous celui de sa nature profonde, il devient nettement plus évident que celui-ci ne peut être conquis, puisque sa mission est intégralement contradictoire avec les intérêts du prolétariat.

Cependant, cette brochure à l'esprit large et peut accepter quelques concessions avec la réalité, à des fins de démonstration. Admettons que celui-ci ; ou celle-ci, gagne. Pourrait-elle clamer victoire immédiatement, déclarer que le capitalisme est fini, que la bourgeoisie, dans le respect des institutions, pourrait donner le pouvoir et les moyens de production aux masses populaires ? Non. Même un accès au pouvoir formel ne signifie nullement une victoire.

VICTOIRE ?

Le fait de gagner une élection est une chose. Le fait de mettre en place la politique désirée en est une autre. Détenir le sésame présidentiel, détenir la majorité à l'Assemblée ne signifie pas l'instauration du socialisme. Après avoir bravé les obstacles pour se présenter ; après avoir franchi les fossés et les pièges mis en place par l'appareil d'Etat, par la propagande anticomuniste, même après avoir — légalement — rempli toutes les conditions, la bataille ne ferait que commencer. La bourgeoisie, une nouvelle fois, ne joue pas à la lutte des classes, elle mène une lutte sans merci contre ceux et celles qui voudraient amoindrir et saper sa position sociale, ses intérêts économiques, à celles et ceux qui voudraient apporter la négation de son pouvoir. Pour elle, la constitution d'une force politique visant à s'opposer à ses intérêts représente quelque chose qu'elle traite sérieusement. Il a déjà été évoqué les entraves qu'elle met en œuvre pour éviter cela. Mais l'accession au pouvoir, même

purement formel, d'un organisation ennemie de ses intérêts ne signifie qu'une chose : une déclaration de guerre. Si jamais les choses s'envenimaient, il serait certain que la classe des exploités et des exploiteuses ne s'embarrasserait nullement de démocratisme pour régler le problème. Cependant, explorer les différents verrous dont elle dispose est intéressant.

1^{er} écueil : le poids de la dette et la voix des créanciers.

L'Etat français est endetté de manière très importante. Cette dette est à la fois détenue par des individus privés, sous forme de bons du trésor, mais également par des banques. Les emprunts d'Etat ne sont pas forcément extraordinairement rentables, mais ils ont ce mérite d'être — en règle générale — d'une grande stabilité. Les Etats en faillite sont une grande gêne, à la fois pour ceux qui y vivent, à la fois pour les autres Etats, lesquels craignent le développement de troubles importants. Cependant, les créanciers ont, de facto, voix au chapitre, en tant que possédants d'une partie de la dette de l'Etat. Leur faire avaler le programme économique — anticapitaliste — du gagnant, ceci est une difficulté majeure. Lors de l'accession au pouvoir du Front Populaire, ce n'est que par un mouvement de masse puissant, imposant, une lame de fond, que cette obstacle a pu être franchi. Et encore, la Banque de France, à l'époque, fit constamment pression pour maintenir au minimum l'application du programme, menaçant sans cesse d'en couper les vivres. Le programme du Front Populaire, dont de nombreux courants politiques aiment se revendiquer, était pourtant à cent lieues d'un programme bolchevik. Sa mise en œuvre répondait à une ligne défensive contre le fascisme et contre la bourgeoisie la plus réactionnaire. Cet accès au pouvoir n'avait rien en commun avec une révolution prolétarienne.

Dépasser l'écueil du refus obstiné des créancier est, en soi, une lutte à mort. L'obstacle n'est pas infime, c'est déjà un *casus belli* pour la bourgeoisie. Dans le cas de François Hollande, élu en 2012, son programme réformiste bas de gamme n'a pas même pu être appliqué. La pression de la dette, la pression des lobbys et du MEDEF ont rendu inapplicable celui-ci. La lâcheté intrinsèque au réformisme n'explique pas tout. Sous-estimer ce problème est particulièrement dangereux. Cette questions des finances n'est nullement à prendre à la légère. Une banqueroute du système économique, une monnaie qui se déprécie fortement, une crise économique peut avoir des répercussions très fortes, créer une situation de faiblesse, favoriser la montée d'acteurs paraétatiques et de mafias, voire de seigneurie de la guerre. L'armée et la police peuvent très bien choisir de se mutiner, se vendre au plus offrant, se muer en mercenaires. Ce type de questions échappe totalement aux réformistes, lesquelles croient en une constance et une inviolabilité de la légalité bourgeoise. Les utopistes, eux aussi, butent sur ce type d'écueil, dans le sens où ce type d'obstacle leur est pleinement étranger. Souvent, le fétichisme du « pouvoir » ne se double pas d'une réflexion profonde sur la signification de ce que cela représente, sur les méthodes à mettre en œuvre pour parvenir à la société communiste. Les ZAD par exemple, sont des zones où l'autorité de l'Etat cède temporairement le pas à une autorité exercée par les militants. Cependant, leur capacité d'expansion, selon le modèle actuel, est extrêmement limitée : toute menace sur le pouvoir de la bourgeoisie entraînerait une répression qui ne se contenterait pas de lacrymogènes et de matraques. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question plus loin. Mais, après tout, supposons que le budget soit débloqué, que le pouvoir étatique puisse fonctionner sous la direction — en régime bourgeois — d'un parti « réformiste-radical. » Celui-ci devrait, logiquement, mettre en œuvre son programme. Seulement, entre le pouvoir formel et l'exercice du pouvoir réel, se trouve un océan terrible.

2e écueil : La fin de non recevoir de la part de la bourgeoisie.

En supposant que le budget puisse être débloqué, que la bourgeoisie concède, sous la pression, l'argent nécessaire au fonctionnement de l'Etat, seule une infime partie du chemin est franchi. Il reste à appliquer le programme. Or, un coup d'œil sur les programmes proposés en 2017 est illustratif : l'ambition de certains candidats à l'élections présidentielle est importante. Pour mémoire, celui de Philippe Poutou est le suivant :

1. *Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1700€ nets.*
2. *Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique.*
3. *Donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société.*

- **Premier point :** *Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1700€ nets.* (NPA, 2017)

Appliquer ce type de programme ne pourrait se faire sans franchir les chausse-trappes de l'organisation du pouvoir bourgeois. Celles et ceux qui, naïvement, croient qu'il est possible de faire éclater ce barrage, se bercent d'illusion. Mais mettons de côté ces « petits détails. » L'Assemblée, si tant est que la majorité soit entre les mains des apprentis sorciers de la révolution, légifère ainsi les lois du candidat Poutou.. Le conseil constitutionnel les valide, l'exécutif les applique. Le SMIC monte ainsi à 1700€ par mois, nets d'impôts. Le candidat trotskiste peut exulter. Mais, dans le fond, cette idée est révélatrice d'une compréhension ultra-superficielle de l'économie. Au même titre que le revenu universel, ce genre de promesse est un miroir aux alouettes. Un SMIC augmenté ne veut pas dire une augmentation de la richesse. La bourgeoisie recherche le profit maximal. Elle calque ses prix sur la capacité d'achat de la population. Si le SMIC est, comme à l'heure actuelle, de 1480.27€ par mois en brut et de 1149.07 net, la bourgeoisie aligne ses prix en conséquence. Augmenter le SMIC se traduirait par une inflation des prix. Donc l'augmentation du pouvoir d'achat promise n'aurait pas lieu. En revanche, la baisse de valeur de la monnaie, induite de fait, pourrait éventuellement avoir un effet bénéfique sur le remboursement des emprunts, puisque la valeur de ceux-ci diminuerait. Cependant, cela n'est pas le but premier mis en avant par les trotskistes du NPA. Quant au revenu universel, celui-ci revient à allouer une somme d'argent — faible — à chaque individu, charge à lui de faire face à l'ensemble des aléas de l'existence en comptant sur celui-ci. En Finlande, par exemple, la mise en œuvre de ce revenu s'est traduite par une suppression des aides sociales et des allocations. D'une part ce revenu fournit un argent de poche inutile aux bourgeois, de l'autre elle institutionnalise un entretien de la misère. Dans un cas comme dans l'autre, elle n'agit pas sur l'exploitation, sur le fait que la plus-value est produite par les travailleurs et que les bourgeois s'en emparent. Ces rengaines, régulièrement anonnées par les économistes les plus plats, sont des vœux pieux. Bien souvent l'idée qui se trame en arrière-plan est l'idée d'augmenter la part reversée aux ouvriers, aux travailleurs, aux travailleuses. Elle est de réduire leur taux d'exploitation. Seulement, cela ne fonctionne pas si simplement. Annoncer 1700€ net, cela ne mange pas de pain, cela rallie les suffrages, bien que les résultats ne furent pas au rendez-vous. Un discours simple, clair, limpide. Mais faux. Une impasse. En promettant plus que ce qui est possible d'être fait, ce qui est présenté comme une manière de rallier les suffrages se mue en piège : une promesse non tenue, la première d'une longue série.

- **Second point :** *Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique.* (NPA, 2014)

Incapable de pouvoir réduire le taux d'exploitation, cette candidature désire pourtant frapper fort : réquisitionner les banques. Planifier l'économie — pour éviter la catastrophe écologique. Un nouveau vœu pieux. Le NPA ne promet ni plus ni moins que le socialisme sans la révolution. Autrement dit, la réforme. Cependant, là n'est pas la question. Admettons que le pouvoir soit entre les mains de Philippe Poutou. Celui-ci déclare donc la réquisition des banques, des grandes entreprises, en conformité avec son programme. Cela en se basant uniquement sur la légalité bourgeoise. Mettons nous un instant dans la peau du patronat. Celui-ci a suivi la campagne du candidat du NPA avec un haussement de sourcil. Tant que celui-ci s'agit et ne propose que des réformes cosmétiques, le patronat peut bien le tolérer. Une inflation importante de la monnaie, par l'augmentation du SMIC, peut même être bénéfique pour certains patrons. *Mais toucher à la propriété privée...*

Le pouvoir se caractérise de la manière suivante : il s'agit de la possibilité de prendre des décisions et de les appliquer. Or, le patronat, qui transgresse régulièrement ses propres règles, s'inclinerait t'il devant un hurluberlu qui réclame le contrôle sur les banques, sur les grandes entreprises, sur un grand pan de l'économie capitaliste ? Les usines se lock-outent sans problème en cas de tentative de réquisition par la force, au pire des cas se sabotent. Quant à l'argent, au capital, il offre sans problème les services de sécurités privées, voire de Sociétés Militaires Privées, de groupes fascistes, contre lesquels un pouvoir qui se refuse à faire usage de la coercition ne peut pas grand chose. Les richesses peuvent se mettre en sûreté, notamment à l'étranger. Or, l'argent est le nerf de la guerre. Il paie les services de propagandistes, de prête-plumes capable de vomir la propagande anticomunistes la plus virulente. Au cours de l'Histoire, le patronat n'a eu de cesse de financer les inventeurs de grands mensonges, ceux-là même qui ont tant marqués les esprits que même un grand nombre de gauchistes les répètent et les répandent toujours. Cette année, pour les cent ans de la Révolution d'octobre, la bourgeoisie a choisi comme symbole d'éditer une version colorisée de Tintin au pays des Soviets, ce pamphlet anticomuniste, que même Hergé dénonça. De là à voir des rééditions spéciales de Soljenitsyne, de la Ferme des animaux, du Livre noir, il n'y a qu'un pas. De plus, la bourgeoisie, contrairement aux larges masses, possède certaines caractéristiques culturelles, notamment la culture du commandement, de l'organisation. Cela n'a pas de secret pour elle, car l'organisation de la société, pour son plus grand profit, est sa tâche première. Elle est sa fonction sociale. La bourgeoisie sait organiser, mais sait également désorganiser. Ses experts, ses spécialistes, ses rouages essentiels, si utiles au fait de faire fonctionner le régime capitaliste, désormais se retournent. Même si la bourgeoisie perd le contrôle formel de la société, elle est toujours présente. Les contradictions ne s'effacent pas du jour au lendemain. Un bourgeois n'est pas qu'un patron possédant la propriété formelle, qu'un rentier. La bourgeoisie est une classe qui ne s'efface pas d'un coup de baguette magique. Elle conserve des rôles, conserve des fonctions, conserve des tâches qui lui sont propre, et que seule la résolution progressive des contradictions entre travail manuel et intellectuel peut permettre d'annihiler. La vérité est que, dans l'esprit des réformistes radicaux, la question du pouvoir se pose comme une question platement démocratique, comme une question de rapport entre une minorité et une majorité. Les discours des candidats à l'élection présidentielle se plaçaient tous sous ce prisme : respect des institutions et du jeu démocratique — bourgeois, ainsi que du jeu parlementaire. Conquête, dans la légalité, d'une majorité électorale, puis victoire électorale.

Mauvaise compréhension de la réalité.

Lénine écrivait dans *le renégat Kautsky et la révolution prolétarienne* :

« Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archi-naïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination douceuse du doux benêt Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles à leur avantage. » (Lénine, 1918)

Acculée au désespoir, la bourgeoisie choisira la guerre ; le fascisme ; la réaction la plus sinistre, plutôt que de laisser son pouvoir, son contrôle sur l'économie lui échapper. Lorsque confrontée à cette situation, en URSS, elle fit feu de tout bois, avec chaque arme possible. La bourgeoisie a beau être une classe en concurrence avec elle-même, elle n'en est pas moins aux aguets quant aux menaces qui pèsent sur ses intérêts. La fraternité qui unit les bourgeoisies dans leur lutte contre les révolutions socialistes n'est plus à démontrer. Une nouvelle fois, dans la RSSFR naissante, la bourgeoisie et les réactionnaires de l'Empire Russe ont bénéficié de l'intervention militaire directe de la part des autres bourgeoisies dans le but d'écraser dans l'œuf la révolution bolchevique. Au final, seule la contrainte et les pouvoirs spéciaux peuvent obliger la bourgeoisie à accepter la transformation de la société. D'une manière ou d'une autre, un conflit surgit, un conflit qui ne peut être gagné sans disposer d'une armée, d'une police de milices au service du peuple et des masses, par la dictature du prolétariat.

LA RÉVOLUTION COMME SEUL MOYEN DE LA VICTOIRE.

La lutte pour le pouvoir du prolétariat n'a rien d'un jeu divertissant et sans risques. Chaque faux-pas peut mettre en danger l'ensemble de la structure révolutionnaire, chaque erreur se mesurer en arrestations, en disparitions. Un grand nombre d'interlocuteurs, d'organisations réformistes radicales, posent la question sous la forme du pragmatisme. Il s'agit bien souvent d'un faux-semblant pour fuir les questions relatives à la prise du pouvoir. Le pragmatisme est souvent mis en avant comme l'émanation du sens pratique. Le problème est qu'il se pare d'un double aspect. Lorsque Staline, dans les principes du léninisme, évoque le « sens pratique américain », le porte aux nues, il évoque une forme de pragmatisme : le pragmatisme tactique. Ce pragmatisme tactique consiste à exploiter certaines situations spécifiques, certaines opportunités, pour faire avancer le mouvement révolutionnaire. Être pragmatique et vouloir utiliser les possibilités offertes par la démocratie bourgeoise est juste. Un parti révolutionnaire peut fort bien, dans un cadre tactique, présenter des candidats, faire campagne pour les élections, conquérir des mairies et des sièges d'élus. Refuser en bloc — par principe — reviendrait à négliger certaines possibilités de gagner en influence, de gagner une tribune importante, de dénoncer le fonctionnement des institutions et du système électoral. Certaines organisations prennent prétexte de cela. Si elles se défendent de pratiquer une focalisation sur les échéances électorales, elles ne voient pour autant pas d'autres issues à leur situation que de gagner

le pouvoir par les urnes. La stratégie dicte la forme d'organisation. Un parti électoraliste n'est pas conçu de la même manière qu'un parti révolutionnaire. L'un est conçu pour s'intégrer dans les jeux de la bourgeoisie, l'autre sous une forme d'organisation inspirée par l'efficacité militaire, ayant pour but de mener la lutte contre la bourgeoisie et de la battre. Or, ces organisations prétendant « utiliser » les élections n'ont rien de commun avec le parti de type nouveau, avec le parti de type léniniste. Elles ne sont purement et simplement pas architecturées de la même manière.

Les oppositionnels du PCF peuvent ainsi hurler contre la direction. Cependant, jamais ils ne posent la question de l'organisation interne du PCF, du fait que cette structure est devenue profondément inadaptée aux tâches révolutionnaires, que ce parti est organisé et structuré comme un parti bourgeois. Pourquoi ne le voient-ils pas ? Car ils ne se posent pas la question de la révolution de manière rationnelle, de manière logique. Eux défendent un changement cosmétique, un changement de façade, de discours, mais nullement une refonte intégrale, correspondant réellement aux tâches de l'heure actuelle. En fait de pragmatisme tactique, ils font œuvre de pragmatisme stratégique, considérant que la stratégie actuelle est la réforme et que si elle échoue, la nouvelle stratégie pourra être la révolution. Il s'agit d'un tour de force énorme. D'un tour de force et d'une subordination complète au bon vouloir de la bourgeoisie, laquelle fait mine d'accepter le jeu démocratique, laquelle dorlote les élus du PCF, les corromps, les achète.

Cette phase réformiste s'étend d'autant plus ad vitam eternam que les élus, les cadres, les membres de l'appareil ont formé une bourgeoisie interne. On ne mord pas la main qui nourrit. La citation « *plus rigide la stratégie, plus souple la tactique* » prend tout son sens. La stratégie guide ne saurait être autre chose que la position révolutionnaire maximale. Ne serait-ce que sous un principe du « qui peut le plus peut le moins. » Un parti communiste révolutionnaire, architecturé pour la prise du pouvoir par les masses, n'a rien à redouter au fait de présenter des candidats, dans la mesure où ils sont traités comme des « fusils » et subordonnés au parti. Tant que le parti leur commande, y compris si l'ordre doit être de quitter leur mandat, le problème ne se pose pas. Le jour où ceux-ci commandent au parti, la tactique prend le pas sur la stratégie, et un risque se pose. Si la bourgeoisie cédait le pouvoir sans heurts, sans faire de difficultés, sans problème, la question ne se poserait pas. Mais il est improbable qu'elle le fasse. L'expérience historique démontre que la bourgeoisie ne cède pas, n'est pas *fair-play*.

Il n'existe pas de révolution clé-en-mains, de modèle unique à partir duquel le succès est au rendez-vous à 100%. D'une part car les conditions objectives dans lesquelles se déroulent les révolutions ne sont jamais exactement les mêmes, de l'autre car l'expérience transforme les deux camps. Ainsi, certaines erreurs commises pendant les tentatives de révolution, pendant les premières expériences de dictature du prolétariat, à l'exemple de la Commune de Paris, ne seront — espérons-le — par reproduites. Dans notre communiqué célébrant l'anniversaire de cette expérience fondatrice, nous avons mis en avant les éléments suivants : « Comme nous l'avons développé plus haut, cette expérience fut une machine d'une dialectique impitoyable, laquelle écrasa bien des conceptions fausses. Ainsi, les thèses pourries de Proudhon, individualistes, artisanales, anti-socialistes, furent battues à plate couture par l'irruption terrible de la réalité. Au lieu d'être le début de la consécration, ce fut la défaite : c'est la socialisation du travail, les valeurs communistes, qui l'emportèrent sur l'individualisme anarchiste. Les blanquistes, conspirateurs, incapables de faire naître une ligne de masse, persuadés que les révolutions de palais font tout, durent réviser leur doctrine. Elle commit des erreurs

également : le respect sacré de la Banque de France, dont les fonds ne furent saisis. Ce qui aurait pu être une dévastation pour la bourgeoisie, un abominable otage, pu être récupéré dès la fin de la Commune. Le siège Versaillais ne pu être levé car la Commune resta confinée dans un espace étroit, uniquement urbain, uniquement local. Si des émules apparurent, dont à Lyon et à Vienne, le mouvement ne trouva pas la clé que trouvèrent les bolcheviks : l'alliance des ouvriers et des paysans, seule à même de pulvériser la bourgeoisie. Manqua également le Parti, capable de coordonner, de diriger cette alliance, de faire naître, d'une insurrection victorieuse, une guerre révolutionnaire balayant toute trace de la bourgeoisie. Ce sont ces conclusions que tirèrent les continuateurs, les observateurs, la analystes. Ces conclusion donnèrent le matériel pratique qui pu être étudié pour en tirer les conclusions politique, idéologique qui enrichirent l'idéologie communiste. » (UCL, 2017)

De même, la bourgeoisie elle-même n'est plus la même qu'à l'orée du XX^e siècle. Elle a tiré des enseignements précieux de sa propre vulnérabilité, et s'est doté d'outils permettant de conjurer — temporairement certes — son renversement. Son expérience en termes de propagande anticommuniste, en termes de corruption, en termes de défense passive ; mais également du côté de sa défense active, militaire : théorisation de la lutte anti-insurrectionnelle (COIN), guerre subversive... etc. D'un point de vue d'organisation du travail, elle s'est même inspirée des méthodes communistes, grâce à l'expertise de transfuges et de traitres. Les conceptions managériales ont ainsi pour vocation de liquider la conscience de classe, de favoriser l'atomisation des travailleurs et des travailleuses, d'individualiser leur rapport à leur propre exploitation. Toutes ses méthodes sont tout autant de fusibles dont la bourgeoisie s'est dotée pour se prémunir contre les dangers. Cependant, aucun de ces fusibles ne peut écarter totalement et définitivement le capitalisme de ses contradictions internes, lesquelles le poussent irrémédiablement dans la chute et l'effondrement.

Certaines constantes existent cependant dans les conceptions révolutionnaires, et méritent d'être passées en revue pour mémoire. Dans notre brochure sur les bases du communisme nous définissons ces différentes théories de la manière suivante :

« La théorie de la révolution a connu bien des écoles. Certains sont des partisans du Grand Soir, cette théorie pètrie d'idéalisme. Ils et elles imaginent qu'un beau jour les masses sortiront dans la rue, prendront l'Assemblée et déclareront la république bourgeoise abolie. »

Cette manière de voir les choses n'a jamais connu d'application concrète. Elle est un fantasme, rien de plus. Dans les faits, les masses sont spontanément réformistes. La révolution, la construction d'une nouvelle société, se heurte à l'idéologie bourgeoise, au poids des habitudes. Lorsque ces individus étudient le passé, ils ne voient pas, souvent par rejet de l'organisation, que les révolutions furent issues d'un travail en amont, mené par des organisations révolutionnaires. Bien souvent, dépités, déçus, les tenants de cette théorie rejettent leur idéologie révolutionnaire de pacotille et se tournent vers le réformisme. Plus ambitieuse encore, la Révolution Mondiale trotskiste. Elle est défaitiste par essence, car repousse au moment « parfait » le déclenchement de l'opération révolutionnaire. Par ce moyen, elle peut ainsi le remiser toujours au lendemain, et considérer que l'heure n'est pas propice. Cela permet de justifier l'activité fractionnelle au sein des organisations de la bourgeoisie, des partis sociaux démocrates. Pire encore, lorsqu'une révolution a lieu, ses tenants s'effraient et la considèrent condamnée, par son caractère local, national. Dès lors, ils n'ont de cesse de le décrier et de le saboter.

« La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant le prolétariat au pouvoir. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire, et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Cela devait l'amener à des collisions non seulement avec tous les groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les larges masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les contradictions qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient trouver leur solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale. »

Ce qui est souligné révèle la posture de Trotsky. Pour cet individu, la révolution ne trouvant pas son issue dans l'arène mondiale, doit renoncer et retourner à son stade bourgeois. C'est une capitulation totale. Sa révolution permanente, niant les étapes, niant l'alliance avec la paysannerie, est un aventurisme qui cache, là encore, une déviation de droite. *« Si on ne peut être pur, n'essayons pas. »* tel serait son crédo.

Lénine présentait les choses d'une manière intégralement opposée, citée dans Les principes du léninisme : *« Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible car, disait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés. »* Lénine est clair : Il est possible, il est nécessaire de saisir l'opportunité de frapper la bourgeoisie et d'être victorieux, même dans un seul pays. Il poursuit de même :

« Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La tâche principale : l'organisation de la production socialiste, est encore à accomplir. Peut-on en venir à bout, peut-on obtenir le triomphe définitif du socialisme dans un pays sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Certes, non. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays : c'est ce que nous montre l'histoire de notre révolution. Pour le triomphe définitif du socialisme, l'organisation de la production socialiste, il ne suffit pas des efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays rural par excellence comme la Russie : il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés. »

Trotsky, dans ses trois fausses théories, Révolution Mondiale, Révolution permanente, Programme de Transition, réussit un triplé d'échecs. Le Programme de Transition, que les organisations trotskistes appliquent avec soin, est une illustration parfaite du Trotsky vieillissant de la fin des années 30, préfigurant le Trotskisme fascisant des années 1940. L'idée est simple : présenter un programme que le capitalisme ne peut satisfaire, mais qui — jamais au grand jamais — ne mentionne

la révolution, sinon cosmétiquement. Cela va passer par des revendications d'interdiction des licenciements, d'interdiction des profits capitalistes, de mise sous contrôle populaire d'une partie de l'industrie et des monopoles capitalistes. En somme cela demande à l'Etat bourgeois de tirer contre son camp.

La stratégie vise à démontrer aux masses le caractère hostile du capitalisme et, au final, à les amener à se révolter. Dans le fond, cela revient à leur cacher la vérité, c'est à dire que cela n'est pas possible. Cela revient à les lancer, sans être politiquement armés, à l'assaut de la bourgeoisie. Lorsque cela échoue, non seulement les masses sont déçues, dégoûtées, mais aucun progrès politique n'est fait. C'est ce qui est retrouvé dans des mots d'ordres tels que «insurrection citoyenne» ; «gouvernement ouvrier» ; «nationalisations démocratiques.» Ce sont des mots d'ordre qui nient la question du pouvoir, de la révolution.

La théorie de l'insurrection, elle aussi, connaît ces vices. Elle consiste en une accumulation de forces censées à un instant T déboucher sur une éruption révolutionnaire. Ces accumulations en réserves stratégiques sont, sur le papier, positives, mais, bien souvent, elles se cantonnent à cela et tergiversent. Des insurrections ont réussi, notamment celles de Petrograd, il y a cent ans, mais baser la stratégie de l'organisation révolutionnaire sur cette seule option est un pari risqué, qui demande des conditions ultra-spécifiques pour déboucher sur un succès. Or, il est essentiel de créer ses propres succès. Il est donc possible de faire mieux. La théorie de la guerre populaire prolongée est une théorie qui synthétise les apports de la lutte révolutionnaire dans toute l'histoire. Elle est la somme la plus aboutie de la théorie militaro-politique de la révolution. Lorsqu'en 1917, les bolcheviks ont lancé la révolution, cela ne s'est pas fait en un tour de main. Une guerre civile fut nécessaire pour permettre l'instauration du pouvoir communiste. L'insurrection a formellement déclaré ce pouvoir, mais son exercice réel est l'enfant de la guerre.

En 1949, lorsque Mao Zedong proclame la République Populaire de Chine, cela vient couronner la fin d'une guerre qui a permis aux communistes de créer un espace dans lequel ils assumaient la réalité du pouvoir. Dans les deux cas, dans chacun des cas, c'est la capacité à pouvoir exercer ce pouvoir réel qui prime sur la déclaration formelle. C'est cette capacité de remplacement du pouvoir bourgeois par celui du prolétariat qui est la clé. La déclaration formelle n'est que vent si elle ne s'accompagne pas de cela. Dans ce cadre, la Guerre Populaire Prolongée est une méthode dure stratégiquement : elle recherche la destruction de la capacité d'assurer la réalité du pouvoir par la bourgeoisie, pour construire celle du prolétariat. Tactiquement, elle est très souple, elle permet d'utiliser l'ensemble des moyens, que ceux-ci soient légaux ou non, pour réaliser cet objectif. La tactique, cependant, doit rester étroitement subordonnée à la stratégie. Elle traverse, grossièrement, trois étapes :

1. *La défensive stratégique, étape de rassemblement des forces, de construction, de luttes défensives, syndicales, antifascistes. Elle est une période d'accumulation en vue du conflit et de début de conflit. Elle doit déboucher sur une politisation, une radicalisation politique des luttes. Elle doit déboucher aussi sur des embryons de soviets capables de prendre des décisions et de pouvoir en débiter l'application.*
2. *La période d'équilibre stratégique correspond à un double-pouvoir. Elle correspond à une phase pendant laquelle chacun des deux camps dispose d'une influence certaine, dans certains secteurs — géographiques, sociaux...etc. Cependant, aucun des deux ne peut anéantir l'autre, directement, à ce stade. Il s'agit d'un moment où la*

lutte se double d'un caractère militaire fort, et où l'accumulation de forces se double de la nécessité de briser la machine adverse.

3. *L'offensive stratégique correspond au moment où la révolution prend le pas, impose sa légalité et sa légitimité sur un ordre pourrissant et s'effondrant. Les institutions de l'Etat bourgeois ne répondent plus. Sa capacité d'initiative est tarie, celle à assumer le pouvoir de manière concrète se disloque. L'offensive stratégique correspond à l'antichambre de la victoire.» (UCL, 2017)*

La bourgeoisie dispose d'un appareil militaire qui doit être combattu. Ses forces spécialisées, sa police, son armée, doivent être neutralisées pour qu'elles ne servent pas les noirs dessins de leurs maîtres. La bourgeoisie ne cédera pas sans tenter d'écraser les révolutionnaires. Face à l'organisation supérieure de la bourgeoisie — autour d'un Etat, d'une police, d'une armée, d'une justice au service de sa classe — les révolutionnaires ne peuvent se contenter d'être dispersés et de réagir au coup-par-coup. Au degré supérieur d'organisation de l'Etat-major de la bourgeoisie doit répondre une organisation au degré tout aussi supérieur : un Etat-major du prolétariat. Cela n'est en aucun cas, une nouvelle fois, par un amour atavique de la bureaucratie, de l'ordre et de la discipline, mais bel et bien car sans cela, toute tentative de changement profond de la société s'asphyxierait dans les débats sans fins, dans le crétinisme parlementaire, dans un flou constant qui *in fine*, profite systématiquement à la partie la plus à droite, la plus modérée, des organisations.

C'est là l'une des découvertes de Marx et Engels, cette nécessité du Parti comme outil de la lutte, comme Etat-major, comme organisation révolutionnaire. Quant à la dictature du prolétariat, ce n'est pas non plus par amour de la violence et du carnage que les révolutionnaires ont le devoir de l'instaurer. Contrairement à ce que peuvent penser les libertaires ou les réformistes, ce n'est pas par désir d'autorité, par désir de pouvoir. Il s'agit d'une nécessité, dont Lénine disait à juste titre que la conscience de celle-ci était le premier pas vers la liberté. Bien souvent, la dictature du prolétariat est traitée par la caricature, avec des remarques digne du sophisme. Cependant, d'autres posent le doigt sur des aspects réellement problématiques de l'exercice du pouvoir révolutionnaire. Ce sont à ces différentes interrogations qu'il est important de répondre, pour expliquer le caractère paradoxal de cette dictature, laquelle signifie, *in fine* «démocratie pour le peuple, dictature pour les ennemis du peuple.»

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature du prolétariat est, bien souvent, un sujet traité caricaturalement par les éditorialistes et les propagandistes bourgeois. L'image qui en est donnée est celle d'une dictature militaire ou militariste, «totalitaire», par essence criminelle et coercitive. L'enseignement secondaire s'est échiné à faire de ce régime un frère jumeau du nazisme, à en faire un régime d'extermination et de génocide.

Surtout, il en est fait une approche dépolitisée. Dans l'esprit de nombreuses personnes, il s'agit d'une dictature mise en œuvre pour l'orgueil d'un individu unique, d'un dirigeant avide de pouvoir — et avide du pouvoir pour le pouvoir — . Le contenu social et politique en est escamoté en totalité. Tandis qu'aujourd'hui, dans l'Etat français, la suppression de la durée légale du travail est discutée, de même que le salaire minimum, le Parti Communiste d'Union Soviétique, dirigé par Staline, militait ardemment pour que celle-ci passe à 5h ou 6h par jour, sans perte de salaire. Alors que le logement représente

la première dépense des foyers, le loyer était plafonné à 10% des salaires en URSS. Alors que le coût des études explose ; que la sécurité sociale est menacée de liquidation, l'un et l'autre étaient gratuits en Union Soviétique. Un fils d'ouvrier comme Brejnev, un enfant de paysans comme Khrouchtchev — bien que des leaders révisionnistes et liquidateurs — ont pu accéder aux plus hautes fonctions. Combien d'exemples similaires dans les pays capitalistes ? Aucun. Ceci n'est pas dû à une intervention du Saint-Esprit, mais à une chose essentielle : la dictature du prolétariat.

Que la dictature du prolétariat soit une dictature, ceci est une évidence. Ceci n'est nullement caché. Ceci est revendiqué, même au sein de son intitulé. « Méchanceté » de la part des communistes ? Non. Il s'agit d'une attitude conséquente et cohérente. En novembre 1847, à quelque mois de la publication du *Manifeste du Parti Communiste*, Engels faisait l'exposé suivant :

« En esquisant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins latente, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie. » « Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution » (littéralement : l'élévation) « du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. » « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives. » (Marx & Engels, 1848)

Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, en 1917, ajoute à ces extraits les commentaires suivants :

« L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de la "dictature du prolétariat" (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante". » (Lénine, 1917)

Voilà le pourquoi de la dictature du prolétariat. Elle est une nécessité, du fait de l'obstination de la bourgeoisie à vouloir, par la force, maintenir son ordre injuste. Cependant, elle n'est en rien la même forme d'Etat que l'Etat bourgeois. Lorsque les réformistes annoncent que la victoire peut s'obtenir par les urnes, que les travailleurs doivent conquérir l'Etat, ils omettent le fait que l'Etat bourgeois est une dictature dirigée contre les travailleurs et que l'Etat prolétarien est une dictature dirigée par les travailleurs et les travailleuses, contre leurs anciens exploiters. Lénine, dans *La maladie infantile du Communisme*, explique ainsi la dictature du prolétariat :

« La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde. La force de l'habitude enracinée chez des millions et des dizaines de millions d'hommes, voilà la force la plus redoutable. Sans un parti, un parti de fer endurci dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les membres honnêtes de la classe en ques-

tion, sans un parti habile à suivre l'état d'esprit des masses et à influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. » (Lénine, 1920)

La dictature du prolétariat n'est pas une dictature « apolitique », détachée de la lutte des classes — quel régime pourrait l'être ? — mais elle est l'antithèse de la démocratie bourgeoise. Elle est un régime de démocratie pour l'alliance des masses populaires, des opprimés des exploités, elle est une dictature contre la bourgeoisie, les classes dominantes et leurs laquais. Cela lui donne un double aspect, propre à tous les régimes politiques : elle est une dictature-démocratique. Dans *Les principes du Léninisme*, en 1924, Joseph Staline présente trois points fondamentaux à cette dictature :

1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploiters, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ;
2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ;
3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans Etat. (Staline, 1924)

SI VIS PACEM, PARA BELLUM.

« Si vous voulez la paix, préparez la guerre »

Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir populaire naissant se confronte à une lutte des classes aigue. Aigue et durable. Dans chacun des cas, l'application de son programme passe par la force, face au refus de la bourgeoisie de se plier aux règles d'un jeu démocratique qui n'est censé servir que ses intérêts. Même si la bourgeoisie est chassée, point de « démocratie pure » à l'horizon. Lénine, dans le *renégat Kautsky et la Révolution Proletarienne*, en 1918 :

« On peut défaire d'un coup les exploiters, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite, l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut destituer en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les remplacer en fait par une autre gestion — gestion ouvrière des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploiters qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution, les exploiters conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les secrets de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il

leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc. Si les exploiters ne sont battus que dans un seul pays, et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploiters sont immenses. Qu'une partie des masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc., marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploiters, c'est ce qu'ont montré toutes les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises, — ce qu'a "oublié" le savantissime Kautsky, — il y avait aussi des prolétaires) ». (Lénine, 1918)

Pour revenir sur le programme de Philippe Poutou, dès les deux premiers points, il est compréhensible que ce programme ne soit nullement en mesure d'être applicable. Comment « Donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société. » lorsque la dictature de la bourgeoisie, la dictature du profit, n'est pas balayée. Dans cette guerre de tranchée, dans ce Stalingrad inversé qu'est la lutte institutionnelle, la position réformiste-radical est de s'y jeter à corps perdu. En pure perte. La bourgeoisie brime et opprime l'expression des travailleurs, dans leur lutte syndicale. Elle brime d'autant plus leur expression politique. Elle met en œuvre tous les pièges possibles, imaginables, pour corrompre, pour perdre les militants et militantes communistes, pour dégouter les masses, pour les emmener vers le chemin de la réaction, du chauvinisme, de l'adhésion aux thèses idéalistes pourries. Si une menace émerge, elle fera front contre elle, s'arc-boutant de toutes ses forces, auxquelles peuvent s'ajouter celles de l'étranger. Si cette menace se concrétisait électoralement, elle serait prise dans un labyrinthe dont elle ne pourrait pas sortir vainqueur. Si elle pouvait tenter de mettre en œuvre son programme, celui-ci ferait face à une politique de refus, d'hostilité, de terre brûlée, organisée par la bourgeoisie. Sabotages, assassinats, propagande ennemie : voici ce que rencontrent ceux qui veulent renverser le pouvoir bourgeois.

Le pire étant que ces organisations en ont conscience. Mais elles font le choix conscient de mentir aux masses et de les aiguiller dans cette voie fautive, pour ne pas les effrayer. Pour ne pas les repousser en leur annonçant la couleur : la lutte des classes peut devenir une guerre. Les masses comprennent la violence de l'exploitation, de la police, de la bourgeoisie. Elle les marque dans leur chair, dans leur vie. La peur de la misère, la peur de l'exclusion sociale, la peur de perdre le peu qui est accordé par le patronat. Ces organisations ne le comprennent pas, car, fondamentalement, elles ne s'adressent pas aux travailleurs, aux travailleuses, aux exploités, aux opprimés. Elles s'adressent à la petite bourgeoisie radicale.

Là se trouve l'essence du programme de transition trotskiste et du programme réformiste-radical des dissidents du P.C.F., de tous ceux et celles qui ne posent que des revendications impossibles, dans l'espoir que les masses, insatisfaites, se mettent à développer spontanément des mots d'ordres révolutionnaires. Dans les faits, elles ne font que maintenir les mythes de la bourgeoisie, de la démocratie. Elles ne font que soutenir l'œuvre des révisionnistes du marxisme, nier la dictature de la bourgeoisie, nier le besoin d'un parti révolutionnaire, nier le besoin de la révolution, nier le besoin de la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie pour permettre l'avènement du socialisme.

« La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiters gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de res-

tauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploiters qui ne s'attendaient point à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine centuplée pour reconquérir le « paradis » perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la « vile populace » condamne à la ruine et à la misère (ou au « vil » labeur...). Et derrière les capitalistes exploiters c'est la grande masse de la petite bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... tout comme nos mencheviks et nos socialistes-révolutionnaires. Et devant cette situation, à une époque de guerre acharnée, aiguë, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, on disserte sur la majorité et la minorité, la démocratie pure, l'inutilité de la dictature, l'égalité entre exploiters et exploités !! » (Lénine, 1918)

Plutôt que courir le risque d'être balayé, il est préférable d'anticiper le danger, de s'en prémunir. D'où la nécessité de ne pas omettre la question de l'autodéfense et de la protection. Dans notre brochure sur les bases de l'idéologie communiste, nous mentionnons :

« La Révolution, expliquait Mao Zedong, n'est pas un dîner de gala. Elle est issue d'un acte de violence par lequel une classe a chassé l'autre du pouvoir. La raison d'être de la dictature du peuple est de lutter contre la machine de guerre bourgeoise et contre sa volonté de retour. La police, la justice, la milice, l'armée populaire sont les outils de la lutte contre les menées réactionnaires de la bourgeoisie. » (UCL, 2017)

Tout comme la démocratie athénienne était la démocratie des propriétaires d'esclaves, et l'exercice d'une dictature à l'égard de ces derniers ; tout comme le féodalisme était une relative « démocratie » de la Noblesse et du Clergé, mais une dictature sur la paysannerie ; tout comme le capitalisme est la démocratie des capitalistes, la dictature du prolétariat est une démocratie du peuple et une dictature sur les ennemis du peuple. Elle est un pouvoir dictatorial, non pas par amour du sang, mais bien car elle est un régime de guerre. De guerre des anciennes classes possédantes contre ceux qui les ont fait chuter de leur paradis perdu. Elle est un régime de guerre contre ceux qui veulent renverser le pouvoir populaire, mais également contre une nouvelle bourgeoisie qui pourrait émerger.

Elle est un outil de transformation de la société. Elle est un moyen juridique, un moyen d'organisation économique, non pas — comme le mentionnent certains « auteurs » — pour faire du prolétariat une nouvelle bourgeoisie, mais bien pour achever la lutte des classes par la résolution des contradictions entre exploiters et exploités. Elle est un régime de démocratie populaire, où le peuple n'exerce pas un simili-pouvoir au travers d'un bulletin de vote, mais par son outil de décision et d'application : le soviet.

Que sont les soviets ?

Voici la définition faite dans *Sur la route de l'insurrection* :

« Les soviets sont un nouvel appareil étatique qui, en premier lieu, instaure la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas, comme celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple, mais reliée étroitement à

ce dernier, qui, dans le domaine militaire, est incomparablement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée et qui, au point de vue révolutionnaire, ne peut être remplacée par aucune autre. En second lieu, cet appareil instaure avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on en chercherait vainement une semblable dans l'ancien appareil étatique. En troisième lieu, cet appareil qui est électif et dont le peuple peut, à son gré, sans formalités bureaucratiques, changer le personnel, est par là même beaucoup plus démocratique que les appareils antérieurs. En quatrième lieu, il donne une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi la réalisation, sans bureaucratie aucune, des réformes les plus différentes et les plus profondes. En cinquième lieu, il donne la forme d'organisation de l'avant-garde des 94 paysans et des ouvriers, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, et permet par là même à cette avant-garde d'élever, instruire, éduquer et entraîner dans son sillage toute la masse de ces classes, qui jusqu'à présent était restée complètement en dehors de la vie politique, complètement en dehors de l'Histoire. En sixième lieu, il permet d'allier les avantages du parlementarisme à ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir, dans la personne des représentants électifs du peuple, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.» (Lénine, 1924)

Ce sont ces outils qui forment l'aspect démocratique de la dictature du prolétariat. Ils forment la liaison entre les masses et la direction politique. Il s'agit d'un lien essentiel, fondamental. Si celui-ci se rompt, par l'aventurisme du PC ou par des déviations droitières, la dictature du prolétariat sera en extrême difficulté. Car la dictature du prolétariat a besoin de la direction d'un parti communiste tenant une ligne juste. Si le Parti Communiste est contaminé par l'esprit droitier, si la ligne révolutionnaire disparaît dans les remous de la lutte interne, là, en l'occurrence, les risques avancés par les libertaires s'avèreront fondés. Si le Parti Communiste n'est plus communiste, s'il perd le pouvoir, si une nouvelle bourgeoisie en prend le contrôle, le processus de la transformation de la société stoppe. C'est ce qui fait que la lutte s'exerce également à l'intérieur du Parti comme de la société. S'il existe un débat démocratique entre les forces favorables à la révolution sur la manière de transformer la société, ce débat démocratique ne peut tolérer l'hostilité, la réaction et les agents de la bourgeoisie. Non pas par esprit de vengeance, pas fascination pour la censure et la répression. Mais bien car la construction du socialisme est un processus fragile et soumis à des menaces constantes.

Dans le confort actuel, dans le cadre cotonneux, même illusoire, de la démocratie bourgeoise, cela peut paraître difficile à saisir. Il convient de garder à l'esprit ce que signifie l'aggravation de la lutte des classes sous le socialisme. La bourgeoisie est acculée à la défensive, elle montre les dents. Les anciens bourgeois, richissimes parasites sociaux, les banquiers, les rentiers ne veulent pas perdre leurs immenses privilèges sociaux, leurs immenses fortunes. S'ils en ont la possibilité, ils écraseront dans le sang l'opposition. Tout comme la Commune de Paris fut écrasée, tout comme les Républiques des soviets, de Bavière, de Berlin, de Hongrie. S'ils peuvent s'appuyer sur des éléments faibles, hésitants, au sein des rangs des communistes, ils le feront. L'histoire de l'URSS est marquée du sang d'une longue série de sabotages, de conspirations, d'assassinats — parfois avec la complicité de membres hauts placés du PC(b) US, comme ce fut le cas avec Boukharine ou Trotsky.

Ces faits ne sont pas du ressort unique d'une hypothétique méchanceté propre à tel ou tel individu ou de l'esprit vicieux de tel ou tel acteur. Ils sont le reflet d'un aspect essentiel de

la lutte des classes: elle ne s'arrête pas à la révolution et à la prise du pouvoir. Elle se poursuit avec la transformation de la société. Au plus le socialisme avance, au plus les résistances à la nouvelle société se font fortes et intenses. D'autant que, certains rapports issus de «l'ancien monde» perdurant, certaines nécessités en termes d'experts, de spécialistes, d'officiers et de hauts fonctionnaires, peuvent donner — et ont donné, par le passé — naissance à une nouvelle bourgeoisie, une bourgeoisie d'Etat, une nomenklatura et des «hommes de l'appareil», ces apparatchiks. L'existence de ces individus, la continuité de la lutte des classes, est un des aspects qui rend la dictature du prolétariat nécessaire jusqu'au bout, sans le moindre relâchement de la vigilance, tant du Parti que des masses. La lutte ne se mène pas que contre les anciennes classes possédantes, mais contre — également — les nouveaux bourgeois.

CONTRE LES ANCIENS BOURGEOIS ET LES NOUVEAUX.

L'histoire et les rapports sociaux ne s'écrivent pas en un jour. La victoire de la révolution prolétarienne sur près de la moitié de la planète s'est retrouvée réduite à néant. C'est là l'une des grandes tragédies de l'histoire contemporaine. Une victoire considérée comme acquise, balayée par la restauration du capitalisme. La bourgeoisie s'est emparée de ces déboires pour en faire une illustration d'une «faillite génétique du système communiste.» La chute de l'URSS, du camp socialiste, la restauration du capitalisme en Chine Populaire, tout ceci s'est mué en argument massue.

Cet argumentaire a été, involontairement, appuyé par les révisionnistes. Indépendamment de son courage pendant la guerre d'Algérie, face à l'impérialisme français, le livre d'Henri Alleg *Le grand bond en arrière: reportage dans une Russie de ruines et d'espérance* publié en 1998, est illustratif. La restauration apparaît comme un phénomène incompréhensible, imprévisible, impossible à prévoir. Elle est décrite comme le fait d'une clique d'opportunistes, d'une poignée d'agents de la restauration du capitalisme. Elle n'est pas vue comme une conséquence d'un processus dont le point de bascule fut la déstalinisation. Accuser Ielstine d'être le responsable de la fin de l'URSS revient à nier le processus qui lui a permis de l'effectuer. Rejeter la faute sur Gorbatchev, en faire le diable lui-même, revient, là aussi, à observer une écume de surface pour comprendre les abysses. Pourtant étudier cette question est un des points essentiels pour comprendre la plus grande défaite de la classe ouvrière.

Cela d'ailleurs ne peut amener qu'à une parenthèse fascinante sur l'état d'esprit politique des forces révisionnistes actuelles. D'une part se trouvent celles qui ont définitivement rejeté le socialisme, qui prennent fait et cause pour le réformisme, pour la social-démocratie, qui rejettent l'URSS, la dictature du prolétariat, la révolution. La direction du PCF fait partie de ce groupe. Dans un sens, sa position, fautive, est néanmoins cohérente. La position des «léninistes» orbitant autour du PCF, quant à elle, est nettement plus ambiguë. Bien souvent, les membres de ces organisations défendent Staline contre les positions pro-1956. Mais d'une part, la défense est purement cosmétique, de l'autre elle est paradoxale. Cosmétique car elle ne s'accompagne pas de conclusions politiques et organisationnelles. Paradoxale car elle implique certaines choses. Bien que rejetant généralement Mao Zedong, les tenants de cette position soutiennent les critiques d'Enver Hoxha sur la déviation soviétique. Mais ils escamotent le fait que le PCF s'est porté en première ligne de l'attaque contre le Parti du Travail Albanais. Ils escamotent la contre attaque commune sino-albanaise contre la ligne déviationniste de l'organisation française. Par ce fait, ils ne condamnent qu'en surface les thèses fausses du PCF, qu'ils se refusent à expliciter. Cette position est une impasse idéologique et organisation-

nelle. La dictature du prolétariat n'est pas qu'un mot jeté en l'air, qu'un fétiche. Elle correspond, sous le socialisme, à une lutte intense, frontale entre une bourgeoisie toujours puissante, toujours ancrée dans la société, toujours maîtresse et experte, face à un prolétariat qui n'a qu'un avantage limité sur son ennemi. Ce sont des aspects déjà évoqués plus haut. Mais cette lutte des classes sous le socialisme ne se contente pas d'une simple lutte contre les ennemis d'hier. Elle se poursuit contre la génération, spontanée, d'autres ennemis du socialisme et du communisme, ainsi Lénine dans, *La maladie infantile du communisme*. 1920 :

« La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable. » (Lénine. 1920)

Relâcher, comme le prônent les anarchistes, la dictature du prolétariat, laisser le libéralisme régner, cela revient à encourager la bourgeoisie à se reconstruire et à se restaurer. En URSS, le poids de la guerre, les concessions qui ont du être accordées par le régime, ont entraîné un relâchement de la lutte des classes aigüe qui caractérisait les années 30. Pour reprendre ce que nous écrivions dans notre brochure : 9 mai 1945 - n'oublions jamais l'URSS :

« Dans cette terrible épreuve, le régime soviétique a opéré une manœuvre en tenaille contre ses ennemis. Il a durci le ton face aux agents du défaitisme, face à la V^e colonne fasciste en son sein, face aux capitulars, aux bonapartistes, aux traîtres. Sans les grandes purges, il est douteux que l'URSS n'ait pas eu à faire face à des trahisons, des défections, des contre-révolutions. Mais il a du également faire des compromis vers certaines couches de la population, pourtant ciblées par la lutte des classes. Les ingénieurs en chef, les généraux, les directeurs d'usines, les experts en tous genres ont bénéficiés d'un relâchement. Ces concessions étaient le fruit de l'urgence, de la nécessité, de l'importance de faire bloc contre la menace de guerre et contre sa concrétisation. La constitution de 1935, par exemple, illustre ce bloc national : la lutte des classes est moins mise en avant. Le Parti Communiste est présenté, à certains moments, comme le Parti du Peuple tout entier. En somme un bloc se prépare. Il se paie déjà par certains reculs, issus des tendances réactionnaires présentes au sein de la société. Ainsi, à partir de fin 1942, le NKVD relâche son contrôle sur l'armée. Les grades et le statut d'officier sont rétablis. Anthony Beevor et Alexander Werth mentionnent même les "fils d'or" utilisés pour fabriquer les épaulettes des généraux. Surtout, le statut de commissaire politique devient non-contrainant et uniquement « éducatif ». Des ingénieurs en chef, condamnés dans les années 30, sont libérés de prison et remis à la tête de leurs usines. De même pour des officiers peu fiables, élevés à l'école tsariste. Le Parti Communiste favorise l'entrée, comme une récompense, à de nombreux soldats, de nombreux officiers, en somme à une base sociale qui se déprolétarise. Tout ceci

s'est payé, chèrement. Dès la fin de la guerre, la direction du PCUS resserre l'étau autour des éléments douteux. Mais le pays est épuisé, il n'aspire qu'à la paix, il n'aspire qu'à panser ses plaies. Un mouvement de masse, une phase aigüe de la lutte des classes, ne paraissent pas possible. Au moment où l'URSS apparaît à son zénith, sa direction se contamine de révisionnistes, de réformistes, de militaires, qui formeront l'ossature du régime Khrouchtchevien, du régime Brejnévien. L'aile gauche du Parti Communiste s'est ainsi retrouvée minoritaire, repoussée, et finalement balayée lors de la vacance du pouvoir causée par le décès de J. Staline. Le PCUS devenu révisionniste, bon nombre de partis lui emboîtèrent le pas, trop heureux de voir leurs propres déviations validées. » (UCL. 2017)

Sur le sujet, en 1969, Enver Hoxha s'exprimait ainsi :

« Le révisionnisme Khroushcheviste en Union soviétique a subi plusieurs étapes, en conformité avec lequel ses formes, ses méthodes et sa tactique de lutte et l'action pour effectuer en pratique son cours anti-marxiste et déloyal et le camoufler, ont aussi changés (...) Dans le domaine idéologique les révisionnistes ont remplacé les idées et la ligne cohérente marxiste-léniniste de Staline sur toutes les questions fondamentales avec les idées et la ligne antimarxiste du révisionnisme moderne. Les opportunistes et Trotskistes divers, Bukharinistes et les ennemis Zinovievistes, les nationalistes et les autres, en Union soviétique ont été proclamés comme 'les victimes de Staline' et ont été placés sur le piédestal des 'martyrs' et des 'héros'... Ils ont lancé le slogan d'unité avec les social-démocraties à l'échelle nationale et internationale 'dans la lutte commune pour le socialisme,' et la voie a été pavée pour le rapprochement complet idéologique, politique et organisationnel et la fusion des partis communistes avec les partis sociaux-démocrates (...) » (Hoxha. 1969)

Les attaques contre les abus de Staline n'ont servi qu'à une seule et unique chose : saper la base de la dictature du prolétariat et de la lutte interne menée au sein de l'URSS, pour la remplacer, en catimini, par la conciliation de classe, par la démagogie, par l'endormissement des travailleurs, persuadés d'être définitivement victorieux. En réhabilitant les « victimes du stalinisme », en prétendant améliorer le marxisme-léninisme, les révisionnistes n'ont pas réhabilité des individus, ils ont réhabilité des lignes politiques droitières, restauratrices du capitalisme. Les agents de Khrouchtchev ont purement et simplement liquidé la dictature du prolétariat.

« Dans le domaine politique Khrouchtchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant "une altération staliniste" et proclamant la période entière historique de la direction de Staline "une période sombre, anti-démocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration." La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie "socialiste" qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de "démocratisation" et de "la restauration de la liberté et la justice socialiste" prétendument "perdue et maintenant regagnée." » (Hoxha. 1969)

Nikita Khrouchtchev s'est fait un nom comme commissaire politique à Stalingrad, se couvrant des lauriers de la gloire. Il s'y est fait des amis, également, membres de l'armée, crypto-bo-

napartistes, favorables au retour du rôle des officiers. Derrière ces officiers se trouvaient des membres du Parti et des ingénieurs en chef, tous horrifiés, fondamentalement, à l'idée de perdre les privilèges acquis lors de la guerre. Terrifiés également d'avoir à faire face à de nouvelles purges, lesquelles démasqueraient certainement leurs petits «à-côté», leurs abus, leurs petits royaumes. Ces individus, que la lutte des classes aurait du désigner pour une réhabilitation et une rééducation par un travail prolétarien, ont fait leur nid, ont tissé leurs toiles, ont entamé un travail de sape pour occuper les postes politiques, pour en chasser les camarades honnêtes et sincères. Ils n'ont pas agi que pour se doter de places, ils ont transformé économiquement l'URSS, stoppant la progression du socialisme.

« Dans le domaine économique, les Khrushchevistes ont déclaré comme faux et incorrect la ligne de Staline et les méthodes de développement et la gestion de l'économie socialiste dans toutes les branches, particulièrement dans celui de l'agriculture, et ont rejeté les directives de Staline sur la nouvelle amélioration et le développement des relations socialistes de production dans la période historique de la transition du socialisme au communisme et, cela sous le prétexte de surmonter 'la stagnation' de l'économie et les difficultés prétendument créées suite à la ligne 'dogmatique' de Staline, entreprise par une série de 'réformes' qui ont frayé la voie à la dégénération graduelle de l'ordre socialiste économique et à l'opération non contrôlée des lois économiques du capitalisme. » (Hoxha. 1969)

Voilà donc le nœud central du problème, que les « communistes » fidèles à l'URSS jusqu'au bout. La transformation des rapports économiques, la monétarisation des échanges au sein de l'Union Soviétique, l'accroissement des écarts de salaires, du niveau de vie. Au lieu de suivre la ligne du développement harmonieux de l'économie, combinant alliance des ouvriers et des paysans avec le respect des forces de la nature, les révisionnistes ont réintroduit, en fraude, des rapports de types capitalistes. C'est là le facteur qui, *in fine* fut fatal à l'Union Soviétique. C'est celui qui transforma une URSS capable de rattraper et de dépasser les pays capitalistes en une loque, victime de la stagnation économique, pourrie par le poids du complexe-militaro industriel, véritable parasite. Voilà une illustration de ce qui se déroule lorsque l'étau de fer de la dictature du prolétariat est relâché alors que la bourgeoisie n'est pas encore vaincue. Voilà à quel drame est arrivé l'Union Soviétique, voyant l'ennemi reprendre vie au sein de son propre corps. Quant à la Chine, l'auteur Tchang Tchouen-Kiao s'exprime ainsi, en 1975, alors que la clique de bandits de Deng Xiaoping est à l'orée du pouvoir :

« En effet, de nouveaux éléments bourgeois sont apparus les uns après les autres. Ils sont personnifiés par la clique des renégats Khrouchtchev et Brejnev. En général de très bonne origine de classe, ces gens-là ont presque tous grandi sous le drapeau rouge, ont adhéré du point de vue de l'organisation au Parti communiste, ont été formés dans les universités, et sont devenus de prétendus experts rouges. Or, ils sont de nouvelles herbes vénéneuses nées sur le vieil humus du capitalisme. Après avoir trahi leur propre classe, usurpé la direction du Parti et de l'État et restauré le capitalisme, ils sont devenus les chefs de file de la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le prolétariat, réussissant dans une entreprise où Hitler avait échoué. Le spoutnik lancé, le drapeau rouge est tombé » : cette expérience historique, nous ne devons jamais l'oublier, et surtout pas au moment où nous nous efforçons d'édifier un puissant pays ». (Tchang Tchouen-Kiao. 1975)

Cette conclusion de la part de Tchang Tchouen-Kiao est à la fois d'une justesse terrible tout comme un constat glaçant : la bourgeoisie cherche à renaître systématiquement. Elle est non seulement un danger permanent, elle est le plus redoutable. Un ennemi en uniforme est un ennemi qui se voit, qui se désigne, qui peut être chassé. Lorsque l'ennemi se vêt comme l'allié, lorsqu'il parle comme l'allié, lorsqu'il prétend être l'allié, il devient le plus redoutable.

« L'expérience historique nous apprend également que, devant les victoires que la dictature du prolétariat remporte l'une après l'autre, la bourgeoisie fait mine d'accepter cette dictature, mais qu'elle ne travaille pas moins, dans ses actes, à restaurer la dictature de la bourgeoisie. C'est justement ce qu'ont fait Khrouchtchev et Brejnev. Ils n'ont pas changé le nom des Soviétiques, ni celui du Parti de Lénine, ni celui des Républiques socialistes. Pourtant sous le couvert de ces appellations qu'ils conservent, ils ont vidé la dictature du prolétariat de son contenu, et en ont fait une dictature de la bourgeoisie monopoliste opposée aux Soviétiques, au Parti de Lénine et aux Républiques socialistes. Ils ont avancé un programme d'État du peuple tout entier et de parti du peuple tout entier, programme révisionniste trahissant ouvertement le marxisme. » (Tchang Tchouen-Kiao. 1975)

La force du révisionnisme en URSS a résidé dans le fait de prétendre accompagner la dictature du prolétariat et la ligne du Parti, contrairement aux cliques de Trotski et de Boukharine qui s'y opposaient. L'un des thèmes favoris de ces renégats fut le fait de clamer que le Parti Communiste était devenu le « Parti du peuple tout entier. » C'est là leur point d'attaque principal. Certaines organisations prétendent que la responsabilité en revient à Staline, qui, dans le milieu des années 1930, avait été le premier à employer ce terme. Il s'agit là d'un débat qui mérite qu'on ouvre une parenthèse rapide. Lorsque Staline évoque « le Parti du peuple tout entier », il le fait dans un contexte de marche à la guerre, de besoin de souder les rangs en prévision du titanesque conflit qui s'annonce. Cette déclaration est faite de manière publique, à destination de l'ensemble de la population soviétique, elle n'est pas une thèse interne au Parti Communiste d'Union Soviétique. Si elle tempore la lutte des classes menée fermement au début des années 30, elle ne s'accompagne pas moins d'un gigantesque mouvement de lutte contre la cinquième colonne fasciste au sein de l'URSS. Elle forme donc une déclaration diplomatique, non une thèse politique. C'est là où le travail sur les sources prend tout son sens.

La lecture de l'ouvrage les problèmes économiques du socialisme en URSS de 1952 illustrent le fait que l'aile gauche du PC(b)US, et Staline en chef, avaient une conscience particulièrement précise de la menace interne à l'URSS. Cette menace s'est, hélas, concrétisée de la manière la plus brutale. Mais là où Staline déclarait un message de temporisation, les Khrouchtchev et les Brejnev en ont fait une théorie : la lutte des classes est terminée.

« Pareilles choses se sont aussi produites dans notre pays. Liou Chao-chi et Lin Piao n'ont pas simplement propagé la théorie de "l'extinction de la lutte des classes" ; quand ils réprimaient la révolution, ils ont agité ce même drapeau. Lin Piao n'avait-il pas un memento en quatre points dont l'un s'énonçait : "ne jamais oublier la dictature du prolétariat" ? En effet, il ne l'oubliait jamais, seulement il convient d'insérer ici le mot "renverser", ce qui donne : "ne jamais oublier de renverser la dictature du prolétariat". Selon les propres aveux de ces gens-là, il s'agissait d'"attaquer les forces du président Mao en arborant le drapeau au président Mao".

Parfois, ils se montrent "soumis" au prolétariat et même affichent un air plus révolutionnaire que quiconque, lançant des mots d'ordre "de gauche" pour fomentier des troubles et mener des activités de sape.» (Tchang Tchouen-Kiao. 1975)

En Chine également, la même situation s'est produite. Ce n'est pas par l'hostilité, mais bien par l'insinuation et le sabotage interne que s'est mise en branle la terrible lutte. Si en URSS, la carte de la modération et de la douceur a été portée par l'aile droite, en Chine, Lin Piao et Liu Shaoqi se sont drapés dans l'étendard de la révolution. Le premier en se prétendant le fer de lance de la dictature démocratique du peuple, le second en prétendant incarner la perfection. L'un comme l'autre ont usé de mots d'ordre «de gauche» pour agir à droite, pour saper le travail de construction du socialisme. Les révisionnistes et les saboteurs n'ont négligé aucun terrain d'action, fut-ce t-il culturel comme économique ou juridique. Cependant, chacun de leurs pas allaient dans la direction de la restauration du capitalisme.

«Tu veux la transformation socialiste ? Il prétend consolider l'ordre de démocratie nouvelle. Tu veux l'établissement des coopératives et des communes populaires ? Il dit que c'est trop tôt. Tu estimes qu'il faut faire la révolution dans l'art et la littérature ? Il soutient que présenter quelques pièces de fantômes ne fera aucun mal. Tu veux restreindre le droit bourgeois ? Il le trouve excellent et dit qu'il faut plutôt l'élargir. Ces champions des vieilleries bourdonnent, tel un essaim de mouches, autour de ce que Marx dénommait les «stigmates» et les «défauts» de l'ancienne société. Ils portent un intérêt tout particulier à prêcher aux jeunes et aux adolescents, en profitant de leur inexpérience, que le stimulant matériel est comme un fromage fermenté qui, s'il sent fort, n'en est pas moins savoureux.» (Tchang Tchouen-Kiao. 1975)

La dictature du prolétariat n'est pas un luxe, n'est pas une simple promenade heureuse. Elle est une lutte menée, dure, exigeante, contre les ennemis du prolétariat et du pouvoir populaire. Comme mentionné dans la partie précédente, la lutte est constante, et, surtout, il n'existe aucune garantie formelle ou organisationnelle qui puisse permettre de s'assurer d'une absence de déviation idéologique et politique. Dans les expériences menées par l'URSS et la Chine, deux méthodes de lutte ont été mise en œuvre, l'une et l'autre avec leurs succès et leurs revers. Avant toute chose, il ne faut surtout pas oublier que la construction du socialisme est une expérimentation. Il s'agit probablement de l'aspect le plus important de cette brochure. Contrairement à un examen en université, où une note ainsi qu'une correction est donnée, au sein de la lutte des classes réelle il n'existe ni corrigé, ni note. Les erreurs se paient cher, par des pertes et des fleuves de sang.

Opérer un rejet de la Chine et de l'URSS sur la base de leurs imperfections et d'un argument téléologique du type de «si il y a eu échec, cela signifie que tout était pourri», est dangereux et contre-productif. Aujourd'hui, le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier bute sur des écueils déjà résolus par le passé, mais dont la mémoire fut écartée. Connaître son histoire permet de ne pas avoir son seul âge propre, de n'être pétri que de sa propre expérience et de son unique vécu, mais de bénéficier de celui-ci doublé de l'âge et de l'expérience entière de l'humanité. L'image de Staline est marquée par la question des purges au sein du Parti Communiste d'Union Soviétique. Purges qui ont frappé un certain nombre de militants de cette organisation. Il s'agit souvent, dans l'historiographie bourgeoise, d'événements qui sont mis en avant comme la

volonté d'un seul homme d'aboutir à un pouvoir absolu. Cette compréhension idéaliste des choses est éloignée de la vérité. A ce sujet et au sujet des opérations menées par l'opposition au socialisme en URSS, la lecture de l'ouvrage de Michel Sayers et Albert E. Kahn *La grande conspiration, la guerre secrète contre la Russie Soviétique (1947)* est particulièrement enrichissant. Sur la base des rapports d'enquête de la part de la police soviétique, mais également de source disponibles pour le grand public (ouvrages de Trotski, de Gœbbels, mémoires d'espions, câbles diplomatiques...), les auteurs entreprennent de défricher une grande partie des affaires internes de l'URSS, particulièrement celles relatives aux purges.

Les purges sont le reflet de la lutte des classes au sein des partis communistes. Le fait qu'elles soulèvent les cœurs, qu'elles entraînent une réaction de rejet, est tout à fait humain. Nous tendons toujours à pencher du côté de l'opprimé, nous souhaitons tous voir l'accusé innocent — d'autant plus quand celui-ci est la cible d'un Etat ou d'une institution —. La bourgeoisie joue sur cet état de fait, avec brio. Elle réussit même ainsi à faire défendre les oppresseurs et les traîtres par leurs victimes. Hélas les bons sentiments n'entraînent pas de victoires. Toujours est-il que plus la lutte des classes avance, plus certaines questions, auparavant secondaires, prennent un aspect principal et, surtout, antagonique. Des individus — même parfois d'anciens camarades — basculent, au fur et à mesure de l'avancée de cette lutte et des transformations, dans un autre camp. Un Boukharine, effrayé par l'avancée de la révolution et par la collectivisation, va ainsi peu à peu rejoindre des cercles, des groupes antibolcheviques, se lier à des ennemis de la révolution.

Le rôle de tel ou tel individu n'est pas immuable, un révolutionnaire d'un jour peut, lorsque la lutte des classes avance, se muer en ennemi irréductible de la révolution prolétarienne.

Certains membres du Parti Communiste d'URSS sont parvenus à se constituer des petits royaumes, des empires personnels, des endroits où ils pouvaient agir en maître. Comme mentionné plus haut, ils ont agité le drapeau rouge, ont fait mine d'agir pour le socialisme, tout en entretenant le marché noir, en fermant les yeux sur les abus, en tirant divers bénéfices et divers profits de leur situation. La dictature du prolétariat leur servait d'argument pour faire taire les récriminations des masses. Démasqués, ils furent pourchassés, et punis.

En URSS, le Parti Communiste procéda d'une manière respectueuse des formes juridiques : les procès. Si aujourd'hui la simple évocation de ceux-ci emplit de méfiance, pour les contemporains, les commentaires étaient tout autres. Ainsi John Davies, ambassadeur des USA en URSS, lui même avocat, décrit dans son ouvrage *Mission à Moscou (1944)* ces procès comme apparaissant, à ses yeux, une authentique traque faite contre un terrorisme interne. Tout examen un tant soit peu sérieux des affaires jugées démontrent qu'elles étaient basées sur une nécessité pressante et urgente de liquider une cinquième colonne politique et militaire. Les procès se sont basés sur une enquête extraordinairement longue. Pour des individus ayant déjà eu un rôle à double face en 1917, comme Zinoviev et Kamenev, ces enquêtes se sont étendues sur 20 ans.

Le seule véritable reproche qui peut être fait à cette campagne fut son caractère dirigé du haut vers le bas et institué d'une manière bureaucratique. Les masses soviétiques ont observé l'opération d'épuration, sans en être réellement acteurs. Lorsque, après 1945, l'offensive des éléments droitiers se fit au grand jour, les masses n'étaient non seulement pas habituées à être mobilisées pour porter la lutte dans le Parti, mais elles étaient également épuisées par la guerre. Cette conjonction fut fatale. Cette expérimentation ne fut pas un succès, ce que comprirent les chinois. Ainsi, la réplique fut faite sous la forme de la Révolution Culturelle.

En 1966, Hongqi, le Drapeau Rouge, journal de la République Populaire de Chine, appelait à la Révolution Culturelle : Cette révolution est une lutte des classes extrêmement aiguë et complexe en vue de l'épanouissement de l'idéologie prolétarienne et de l'élimination de l'idéologie bourgeoise dans les domaines de la superstructure et de l'idéologie. C'est une lutte à mort entre la restauration de la bourgeoisie et la contre-restauration du prolétariat. De cette lutte dépendent la question de savoir si la dictature du prolétariat et les bases économiques du socialisme dans notre pays pourront ou non se consolider et se développer, la question de savoir si notre Parti et notre Etat dégèneront ou non ; de cette lutte dépendent la destinée et l'avenir de notre Parti et de notre Etat et de la révolution mondiale. Nous ne pouvons en aucun cas rester indifférents devant cette lutte.

Cette lutte contre les Liu Shaoqi et les Lin Piao, les maoïstes l'ont mené en tentant de ne pas reproduire les mêmes insuffisances que durant les purges. Au lieu de lancer un mouvement du « haut vers le bas », cette révolution dans la révolution s'est faite « du bas vers le haut. » Faire feu contre le commandement général si celui-ci trahissait, tel était le mot d'ordre d'alors. Elle se dirigeait également comme un mouvement chargé de balayer la superstructure réactionnaire de la Chine, où le poids du confucianisme, du bouddhisme et du taoïsme impactait l'esprit des masses, les poussant à la soumission. Dans les faits, les masses, organisées en comité de gardes rouges, se sont soulevées contre les abus de mandarins, d'hommes de l'appareil, de petits seigneurs rouges. Cette désignation, par les masses elles-mêmes, des ennemis et des faux-alliés, fut une opération extrêmement hardie. Elle s'est basée sur la confiance envers les masses plus que celle envers le Parti.

Au niveau de la mobilisation et au niveau de l'implication des masses, le phénomène fut un véritable succès. Là où il le fut moins, ce fut dans la désarticulation du Parti Communiste, lequel n'était plus, temporairement, en mesure de jouer un rôle directeur dans la société. L'armée pris alors le relais, menant à la montée d'éléments prosoviétiques ou bonapartistes, à l'image de Lin Piao. La vacance de la direction, due aux morts très rapprochées de Mao et de Zhou Enlai, laissa un vide au moment du reflux de la Révolution Culturelle. Ce vide fut profitable à la droite du PC, formée d'individus du type de Deng Xiaoping, lesquels se sont rués vers l'opportunité du pouvoir. De plus, certains facteurs sont entrés en ligne de compte : dans son ouvrage sur la Chine Populaire La Chine en marche, le journaliste K.S. Karol note qu'une grande part de la nouvelle génération de chinois, nés après la guerre civile, chose qui fait écho à la situation de la génération de soviétiques arrivés à l'âge adulte après la guerre, ne comprennent pas forcément le sens de la dictature du prolétariat. Le journaliste soulignait avec justesse qu'ils n'aspiraient qu'à l'accroissement de l'accès aux biens de consommation, à plus de liberté au sens libéral du terme, à ce que l'ambiance de lutte et de stimulation politique laisse place à un confort matériel plus grand.

Ce sont là des revendications qui ont un caractère légitime, fondamentalement. Elles sont compréhensibles, cependant elles ont ouvert des brèches pour l'irruption de démagogues, de libéraux camouflés, qui leur ont ultimement offert des cadeaux empoisonnés. Là réside une des grandes tragédies, celle de la lutte entre la satisfaction immédiate des désirs et celles de la satisfaction plus lointaine des besoins. Les chinois ont pu — pour une fraction d'entre eux — s'enrichir et devenir une bourgeoisie nouvelle, maquillée de socialisme, qui correspond à celle qui dirige le Parti Communiste Chinois à l'heure actuelle, de même que les grandes firmes d'Etat du type de Norinco. Les soviétiques ont eu du soda et du maïs. Ils ont pu avoir l'illusion, par la mise en place de la Division Internationale « Socialiste » du Travail, d'un plus haut niveau de vie. Mais, en bout de piste,

ce que leur ont apporté les révisionnistes fut une destruction de l'URSS, la division par deux de leur niveau de vie, 20 ans d'espérance de vie en moins et le retour de la mafia comme de la tuberculose. Ces expériences ont illustré deux choses essentielles quant à la dictature du prolétariat : Elle est la continuité de la lutte pour l'exercice réel du pouvoir populaire. Elle est tout aussi essentielle que la révolution elle-même, car sans cela, le prolétariat et son alliance n'a aucune chance de se maintenir et de contrer les tentatives de restauration faites par la bourgeoisie. Elle est un bouclier, une épée et un moyen de transformation : un bouclier pour le pouvoir populaire, pour se protéger. Une épée pour frapper la bourgeoisie. Un moyen de transformation pour permettre de mener jusqu'à son terme la lutte des classes. Si elle n'est pas parvenue à son terme, cela n'en signifie pas la faillite. Cela en souligne simplement la perfectibilité. Faire une croix sur la dictature comme mode d'exercice du pouvoir, cela revient à vouloir, pour des questions d'image et de morale, sacrifier toutes chances de succès. La bourgeoisie le sait, c'est pour cela qu'elle appuie tant ce point et s'échine à maquiller de démocratie sa dictature. Les communistes, eux, ne doivent pas mentir aux masses. Ils ne doivent pas peindre en démocratie leur exercice du pouvoir, ils doivent en expliquer la raison et la nécessité. C'est là que réside la clé de l'adhésion du peuple au nouveau pouvoir.

« Et toutes ces menées abjectes, ils les camouflent sous une appellation socialiste. Certaines canailles, en se livrant à la spéculation, à la concussion et au vol, ne prétendent-elles pas faire de la coopération socialiste ? Et ces instigateurs criminels qui empoisonnent les jeunes et adolescents, n'affectent-ils pas de témoigner de la sollicitude envers les continuuateurs de la cause du communisme ? Il nous faut étudier leurs tactiques et synthétiser notre expérience pour exercer encore plus efficacement la dictature intégrale sur la bourgeoisie. » (Tchang Tchouen-Kiao, De la dictature intégrale sur la bourgeoisie, 1975.)

LA FIN DE LA DICTATURE ET DE L'ETAT

Le dictature du prolétariat demeure un pouvoir temporaire. Les communistes ne recherchent pas la dictature comme la bourgeoisie recherche le capital. Cette dictature est et demeure un mal nécessaire, comme le sont les purges, comme l'est la lutte contre la trahison, contre la restauration du capitalisme. Si la lutte des classes devient à chaque pas plus aiguë, plus forte, plus intense, au fur et à mesure que la bourgeoisie sent le sol se dérober sous ses pieds, si elle est tactiquement plus intense, elle tend stratégiquement à se conclure. Stratégiquement, car, à chaque pas, l'avancée du socialisme brise et broie les possibilités de restauration, broie la base sociale du capitalisme. La transformation des rapports de production ne se fait pas du jour au lendemain. Elle est le fruit d'une longue avancée, d'une concentration de la production, d'une élévation du niveau général de compétence technique des masses, d'une suppression progressive de la propriété privée pour la muer en propriété du peuple tout entier. Lorsque la lutte des classes aura été poussée jusqu'à son achèvement, l'Etat ne sera plus nécessaire. Lorsque l'Etat ne sera plus nécessaire, la dictature du prolétariat s'éteindra. Ainsi, Engels dans *Anti-Dühring*, au sein de la partie *Monsieur E. Dühring bouleverse la science*, donne une explication de l'extinction de l'Etat de la manière suivante :

« Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et oppositions de

classes et également en tant qu'Etat. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas "aboli", il s'éteint. » (Engels 1878)

Au plus le développement du socialisme avance, au plus les contradictions antagoniques sont résolues. Elles le sont par le fait de la dictature contre la bourgeoisie. Elles le sont aussi par la résolution des contradictions internes qui permettent l'apparition de la bourgeoisie : suppression de la petite production, collectivisation des terres et des moyens de production, mise entre les mains du peuple tout entier des usines, des mines, des sols. Résolution de la contradiction entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre les villes et les campagnes, fin de la division genrée du travail... Ce n'est nullement pas un coup de baguette magique que ces contradictions seront résolues. Si des solutions miracle existaient, elles seraient d'ores et déjà appliquées. Dans notre brochure sur Les bases du communisme, nous indiquons l'objectif final suivant, le communisme :

« Phase finale, supérieure, de la société humaine, le communisme ne peut arriver que dans un état de développement économique particulier. Le développement des forces productives, de manière supérieure aux besoins, rend l'argent inutile de facto. Tant que les besoins ne sont pas satisfaits, des écarts existent en fonction des postes, des salaires, en fonction des statuts. Cependant, avec la satisfaction complète des besoins, avec une productivité qui réponde à tous ces besoins, chacun donne de son travail en fonction de ses capacités, de ses talents, de ses compétences, et reçoit en fonction de ses besoins. Il n'est plus, donc, question de salaire, d'argent. L'intégration poussée de l'économie dans le secteur public supprime les échanges marchands. La hausse générale du niveau d'éducation, du niveau de maîtrise technique et culturelle, supprime la nécessité d'une séparation des tâches entraînant une séparation en classes. Les contradictions antagoniques ayant été supprimées, l'Etat n'a plus de raison d'être, en tant qu'outil d'oppression. La lutte des classes est exécutée jusqu'au bout. Désormais libérée du parasitisme, chaque avancée de la société est répercutée sur le niveau de vie, de culture, d'accès aux loisirs de l'ensemble de la société. » (UCL. 2017)

S'il était possible de passer par un chemin qui soit plus doux, plus souriant, plus facile, cela serait fantastique. Les communistes ne choisissent pas la guerre par volonté. Dans nos rangs, nous ne tolérons pas les bouchers assoiffés de sang, les petits dictateurs d'opérette tout comme ceux qui ne luttent que pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Si certains existent dans nos rangs, ils seront démasqués et chassés. Ce n'est pas par choix que nous annonçons ceci : la dictature du prolétariat est vitale et centrale. Ce n'est ni par choix, ni par joie. La bourgeoisie mène une guerre implacable contre les masses populaires. Elle ne recule devant aucun stratagème pour asseoir sa domination, son ordre, sa dictature. Elle prétend, dans de nombreux états, poser un cadre démocratique au sein duquel il est possible de s'exprimer. Ce cadre de démocratie bourgeoise paraît satisfaisant à certains, pourtant il n'en est rien. Il ne permet que de maquiller l'effroyable machine à broyer qui se camoufle derrière elle.

Lors des élections de 2017, combien sont venus clamer que la victoire était à portée de main. Combien ont prétendu pouvoir placer des révolutionnaires au pouvoir, à l'Assemblée, à l'Elysée ? Combien ont pu clamer que leur candidat révolutionnaire allait tout changer ? Ceux-là ont axé toute leur stratégie sur ce saut périlleux en l'air. Qu'ont-ils gagné ? Rien si ce n'est l'humiliation devant les masses, lesquelles ont massivement boycotté les élections.

S'ils présentaient une menace, ils auraient été broyés, balayés, écrasés par une bourgeoisie qui ne tolère pas la concurrence. S'ils avaient massivement gagné, ils auraient eu la guerre, larvée ou ouverte. Car la bourgeoisie ne tolère pas qu'on mette en danger son pouvoir.

L'expérience entière de l'humanité illustre le besoin de révolution socialiste. Elle illustre le besoin d'une révolution qui brise le carcan de l'Etat bourgeois, qui le fracasse, pour que naisse l'Etat prolétarien. L'expérience entière de l'humanité appelle de ses vœux la dictature du prolétariat, pour mettre fin à l'exploitation, à l'aliénation, à la destruction des ressources naturelles.

L'humanité d'aujourd'hui n'a qu'un seul désir, conscient ou non, celui du communisme. Un très long chemin de restauration idéologique, organisationnelle, politique reste à franchir. Une longue lutte pour défendre, revendiquer, partager cette conception essentielle qu'est la dualité insécable entre la dictature du prolétariat et la révolution. Une lutte contre les conceptions anarchistes, libérales, réformistes, lesquelles ou alors nient la nécessité révolutionnaire, ou alors refusent d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Pourtant, un regard sincère sur l'Histoire amène à une conclusion sans appel : le besoin d'une organisation forte, puissante ; d'un cœur révolutionnaire organisé, centralisé, conçu pour la prise du pouvoir.

D'un pouvoir qui lutte pied à pied contre la bourgeoisie, contre les exploiters et l'opportunisme. D'un pouvoir lié aux masses, à leurs besoins, qui est à leur écoute, mais qui ne sombre pas dans la démagogie et le démocratisme plat. Construire l'organisation du prolétariat ne peut se faire sur des mots d'ordres flous, sur des slogans creux, sur une analyse superficielle de la réalité et de l'idéologie. Les communistes, en cette période politique charnière, ne peuvent rester sur un libéralisme, sur une tendance à sous-estimer les obstacles qui seront rencontrés. Il nous faudra être exigeants envers nous même pour surmonter la crise de l'encadrement.

Il nous faudra être courageux et efficaces pour rallier les masses, pour être capable de faire renaître le Parti des Communistes et des sans-partis, le parti du peuple, le parti de la révolution prolétarienne.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est une lutte de longue haleine. Elle s'est manifestée d'une multitude de manières, au travers de méthodes différentes, avec des stratégies et des tactiques diverses et variées. L'expression de la lutte des classe s'est faite selon des méthodes spontanées, comme le luddisme, par la grève sur le tas, par des colères et des émeutes. Elle s'est faite au travers des organisations syndicales. Elle s'est faite également sous une forme politique, au travers de partis, notamment des partis ouvriers et communistes. La lutte s'est faite pacifiquement ou dans la violence, dans la victoire ou dans la défaite, dans la solidarité ou dans la trahison. Elle a accouché d'une somme d'expériences immense, dont les théoriciens, les idéologues mais également les praticiens ont su -ou non- tirer profit. L'utilisation de cette somme de matière a permis de déduire des lois sur le fonctionnement du système capitaliste, de la bourgeoisie, de l'Etat, des lois qui, en retour, on permis de développer une théorie révolutionnaire adaptée, la dictature du prolétariat.



Une brochure de l'Unité Communiste de Lyon
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr